

# Cahiers de la Mémoire Vivante du XXe

Association Loi 1901

Président : Michel Dreyfus

## HABITANTS DU XX<sup>E</sup>

Aux grondements du canon, les blindés de nos Alliés Américains approchent de la Capitale. Dans quelques heures sans doute ils seront ici.

C'est dans un Paris libéré qu'ils entreront.

Le 20<sup>e</sup> arr. de Paris, fier de son passé, digne des héros de 71 qui, au Père-Lachaise, sur les pentes de Belleville et de Ménilmontant, luttèrent les armes à la main contre les traîtres et les capitulards, est toujours à la pointe du combat.

La rue de Belleville, la rue d'Avron, la rue de Ménilmontant, la Place Gambetta sont entrées, une fois de plus, dans l'histoire héroïque du Paris de la Liberté.

Ni les tanks boches, ni les bandits SS massacreurs d'enfants, ni les traîtres qui, avant-hier, voulurent livrer Paris aux boches par un honteux armistice, n'ont pu affaiblir le courage, l'audace et la volonté de combattre des Parisiens du 20<sup>e</sup>.

### ***Aux Barricades !***

Elles ont surgi partout dans nos rues. Comme en 71, contre les capitulards, comme en Février 1934, contre les traîtres de la 5<sup>e</sup> colonne.

*Le drapeau de la France flotte sur la Mairie du XX<sup>e</sup> !*

Les ordres de combat du Comité Parisien de la Libération, parlant au nom du Gouvernement provisoire de la République Française seront exécutés jusqu'au bout.

*Pas un boche dans les rues du XX<sup>e</sup> !*

*Pas un bandit de la milice ; pas un traître collaborateur à Belleville, à Ménilmontant.*

La victoire est au XX<sup>e</sup>. La victoire est à Paris.

La victoire est à la France.

En avant pour le suprême combat.

Vive le XX<sup>e</sup> arrondissement !

Vive la République ! Vive la France !

**RAYMOND BOSSUS,**

L'ancien Maire de Paris de 1944, premier d'âge des conseillers municipaux

élus le 20 Juin 1945 pour la Libération jusqu'à 1959

Conseiller municipal du XX<sup>e</sup> Arrondissement

**EMMANUEL FLEURY,**

Employé des P.T.T. dans le Service de la

Poste dans le Service de la Poste

## La Libération à Paris et dans le XXe arrondissement

## HABITANTS DU XX<sup>E</sup>

Aux grondements du canon, les blindés de nos Alliés Américains approchent de la Capitale. Dans quelques heures sans doute ils seront ici.

C'est dans un Paris libéré qu'ils entrèrent.  
Le 20<sup>e</sup> arr. de Paris, fier de son passé, digne des héros de 71 qui, au Père-Lachaise, sur les pentes de Belleville et de Ménilmontant, lutèrent les armes à la main contre les traîtres et les capitulards, est toujours à la pointe du combat.

La rue de Belleville, la rue d'Avron, la rue de Ménilmontant, la Place Gambetta sont entrées, une fois de plus, dans l'histoire héroïque du Paris de la Liberté.

Ni les tanks boches, ni les bandits SS massacrés d'enfants, ni les traîtres qui, avant-hier, voulaient livrer Paris aux boches par un honteux armistice, n'ont pu affaiblir le courage, l'audace et la volonté de combattre des Parisiens du 20<sup>e</sup>.

### **Aux Barricades !**

Elles ont surgi partout dans nos rues. Comme en 71, contre les capitulards, comme en Février 1934, contre les traîtres de la 5<sup>e</sup> colonne.

**Le drapeau de la France flotte sur la Mairie du XX<sup>e</sup> !**

Les ordres de combat du Comité Parisien de la Libération, parlant au nom du Gouvernement provisoire de la République Française seront exécutés jusqu'au bout.

**Pas un boche dans les rues du XX<sup>e</sup> !**

**Pas un bandit de la milice ; pas un traître collaborateur à Belleville, à Ménilmontant.**

La victoire est au XX<sup>e</sup>. La victoire est à Paris.

La victoire est à la France.

En avant pour le suprême combat.

Vive le XX<sup>e</sup> arrondissement !

Vive la République ! Vive la France !

RAYMOND BOSSUÉ

Secrétaire général du Comité Parisien de la Libération

Président du Comité Parisien de la Libération

Conseiller municipal du XX<sup>e</sup> arrondissement

EMMANUEL FLEURY

Secrétaire général du Comité Parisien de la Libération

Président du Comité Parisien de la Libération

Conseiller municipal du XX<sup>e</sup> arrondissement

Il y soixante ans, Paris était libéré après quatre années d'Occupation. Cette libération, due à l'action conjointe de la Résistance intérieure et de l'action militaire de la 2<sup>e</sup> Division blindée du général Leclerc, a représenté un tournant majeur dans la longue lutte menée par la France pour retrouver sa liberté après une période des plus sombres de notre histoire, marquée par le souvenir de la débâcle et par l'humiliation. Le débarquement, réussi, des forces alliées en Normandie en juin 1944 avait représenté un pas capital sur le chemin de la liberté mais en cet été 1944, rien n'était encore toutefois définitivement joué.

La libération de Paris a constitué un succès stratégique et symbolique. Stratégique dans la mesure où elle a contribué à faire évoluer encore bien davantage le rapport des forces dans un sens défavorable à l'Occupant nazi. Le rétablissement d'une légalité et d'un pouvoir républicains ont bien évidemment accéléré ce processus et hâté la fin de la guerre. Mais la libération de Paris est également remarquable parce qu'elle se distingue largement de celle de la plupart des autres villes du territoire. Alors que certains courants de la Résistance, à commencer par le Parti communiste français, voulaient déclencher une insurrection aussi large que possible, seules Lille, Marseille, Limoges et Thiers se sont libérées par elles-mêmes ; en revanche, la plupart des villes françaises ont peu participé à leur libération<sup>1</sup>. Dans notre pays de si forte tradition centralisatrice, la libération de Paris a donc une valeur symbolique qui dépasse son cadre géographique : elle est d'une portée nationale dont on se souvient encore aujourd'hui.

Au-delà de son importance stratégique et symbolique, cette libération a également eu des conséquences considérables sur la vie de la capitale : elle a anticipé sur les combats politiques qui s'y sont déroulés dans les mois et les années qui ont suivi. Il y a là une autre histoire dont traitera peut-être un des prochains numéros de nos *Cahiers*. En attendant, celui-ci entend participer à la commémoration d'une page glorieuse de l'histoire de notre pays qui ne se limite pas à sa capitale et son agglomération mais qui la concerne dans son ensemble.

Michel DREYFUS, *Président de l'Association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement*

<sup>1</sup> Cf. à ce sujet, Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 352, notamment pp. 83-106

Ont contribué à ce numéro :

Françoise Berger, Alain Dalotel, Benoît Delfolie, Emmanuel Dezé,  
Michel Dreyfus, Raoul Dubois, Madeleine Marzin, Henri Meillat,  
Marius Mouette, Véronique Odul, Claude Smadja, John Sutton.

*Maquette, mise en page et édition* : Françoise Berger

*Relecture* : Benoît Delfolie et Michel Dreyfus

*Imprimeur* : SCP éditions 93, Boulevard Voltaire 75011 Paris

ISSN n° 1621-7454 - dépôt légal 2004

### Mémoire vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement

1-3, rue Frederick Lemaître 75020 Paris

courriel : [memoire.vivante20@free.fr](mailto:memoire.vivante20@free.fr)

Site internet : <http://memoire.vivante20.free.fr>

---

**Avec le soutien de la Mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris,**

**DE MICHEL CHARZAT**

Député-maire du XX<sup>e</sup> arrondissement,

**ET LA BIENVEILLANTE ATTENTION  
DE NATHALIE KAUFMANN,**

Députée suppléante, chargée de la Culture.



## **LE MESSAGE DE MICHEL CHARZAT**

La qualité des cahiers de « Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> » ne se dément pas dans le numéro qui vient de paraître. Celui-ci est consacré à la libération de Paris et du XX<sup>e</sup> arrondissement. Je tiens à remercier Michel DREYFUS, historien et toute l'équipe de Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> pour l'importance et le sérieux du travail de recherche accompli, la documentation et la démarche scientifique. Ce numéro ne se contente pas d'évoquer les pages glorieuses et connues de la Libération de Paris, mais il s'efforce d'en dévoiler et d'en comprendre le sens.

Il y a soixante ans, Paris se libérait et devenait la capitale d'un État libre et souverain. La libération de Paris s'est faite grâce à une insurrection populaire préparée depuis 1943 par le Comité Parisien de Libération (CPL). Mais elle n'aurait pas pu aboutir sans l'appui militaire des Alliés, de la 2<sup>e</sup> DB.

Le XX<sup>e</sup> arrondissement s'est libéré avec Paris et « Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> » vous en relate les épisodes dont certains sont connus, d'autres moins. La revue s'appuie sur des témoignages des documents parfois inédits et les citoyens du XX<sup>e</sup> pourront prendre connaissance avec intérêt et profit de l'histoire récente de leur arrondissement.

# LA LIBERATION DE PARIS

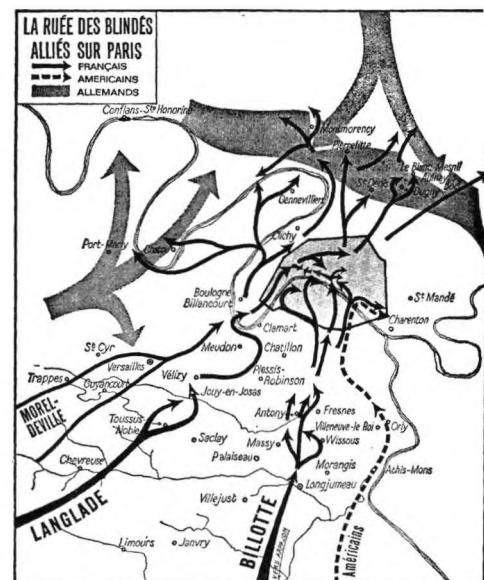
La Libération de Paris occupe une place particulière dans la mémoire française. Elle représente un événement majeur de la France à l'été 1944. Paris n'a pas connu le sort de Varsovie où l'insurrection de 1943 a été très sévèrement réprimée. Portée par un souffle épique, cette libération évoque la résurgence d'un passé, celui d'un « Paris insurgé ». Cet événement revêt une importance singulière, puisqu'en effet la cité a été libérée par l'association des forces des FFI, des résistants, des insurgés du peuple parisien, des forces de la IV<sup>e</sup> division américaine et de la 2<sup>e</sup> DB.

## Paris occupé

Le 10 juin 1940, Paris est déclarée « ville ouverte ». Et dès le 14 juin 1940, les premières unités allemandes de la *Wehrmacht* entrent victorieusement dans Paris. Au centre du dispositif militaire de la France occupée, la ville devient, pour partie, allemande. Le drapeau avec la croix gammée remplace partout le drapeau tricolore banni et flotte désormais sur bon nombre de bâtiments parisiens : de l'Assemblée nationale au Palais du Luxembourg en passant par les hôtels réquisitionnés. Pendant quatre ans, de 1940 à 1944, Paris vit ainsi « à l'heure allemande ». Néanmoins, et surtout depuis que les combats se sont portés sur le sol de France à la suite de l'opération « *Overlord* », la ville attend, avec une certaine impatience, l'heure de sa libération.

A peine le front allemand percé en Normandie, la capitale française se retrouve au centre de la stratégie et au cœur de la politique. Paris est l'objet de véritables enjeux. Pour les Allemands, Paris est essentielle car la ville doit leur servir de base de repli pour leurs divisions battant en retraite. Toutefois, du côté des Alliés, les stratégies divergent sur la tactique à adopter pour la Libération de Paris. L'intention du général Eisenhower, commandant en chef des troupes alliées, n'est pas de libérer Paris - d'autant qu'il n'est pas certain de pouvoir la ravitailler - mais bien de contourner la capitale par un double mouvement au nord et au sud et ainsi d'amener les Allemands à l'abandon. Seulement, pour les Français, et notamment pour de Gaulle, il est indispensable que la France participe activement à sa libération, que les armes de la France agissent avant celles des Alliés, que le peuple contribue à la défaite de l'occupant et que la libération nationale porte la marque d'une opération militaire et nationale. Et ceci vaut d'autant plus pour Paris. Il importe également qu'une administration nouvelle soit en place avant l'arrivée des Alliés. C'est dans cet esprit que, le 3 juin 1944, le Comité français de libération nationale (CFLN), dirigé par le général de Gaulle, se transforme en Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), pleinement reconnu par la Résistance intérieure.

Siège de la Résistance institutionnelle, Paris est aussi l'objet de divergences au sein même de la Résistance intérieure. Si le principe d'une insurrection de la capitale fait



quasiment l'unanimité, des dissensions apparaissent sur les finalités et les modalités<sup>1</sup>. Chaque camp prépare l'insurrection en se fondant sur sa propre conception du soulèvement. Certains – les militants communistes, les dirigeants du Front national et un certain nombre de non-communistes –, militent pour une action précoce, dure et dont l'instrument décisif serait la guérilla populaire. D'autres préconisent, au contraire, une insurrection aussi brève que possible, notamment Alexandre Parodi, délégué général, représentant du GPRF et son adjoint, le général Chaban-Delmas, délégué militaire national chargé des questions militaires. Il n'en demeure pas moins qu'au lendemain de la percée d'Avranches le 1<sup>er</sup> août, la Résistance se retrouve unie pour déclencher l'insurrection.

Depuis le débarquement du 6 juin, les divers organes de Résistance incitent les Parisiens à exprimer leur révolte. Ceux-ci ne sont que plus encore absorbés par leurs difficultés du moment, la plupart du temps insurmontables. Le récent débarquement allié en Normandie a singulièrement aggravé les difficultés de la vie. La circulation des trains a fortement diminué et, en conséquence, les restrictions se multiplient au cours de l'été 1944. Les particuliers ne disposent de l'électricité que le soir, les rations sont constamment réduites, les tickets ne sont pas honorés faute de ravitaillement et les Parisiens ont de plus en plus faim. Les actions en plein jour se multiplient, et notamment les manifestations qui sont destinées à donner confiance aux Parisiens. Le 1<sup>er</sup> juillet, à Ménilmontant, vers midi, 3 000 personnes manifestent au cri de « Nous voulons du pain ! », « A manger ! », « A bas les affameurs ! »<sup>2</sup>. Le 14 juillet, un appel du CPL et du CNR est lancé, de nombreux tracts sont distribués dans tous les arrondissements pour que la population se mobilise. Des manifestations, au chant de *La Marseillaise*, ont lieu un peu partout dans Paris, et notamment à Belleville où des milliers de personnes se rassemblent. Le CPL estima le nombre de participants à 100 000 personnes<sup>3</sup>. Pour la première fois, la police n'intervient pas. Cette manifestation du 14 juillet porte une forte charge symbolique, car, effectivement, c'est la première fois qu'une action collective d'une telle ampleur est lancée contre les Allemands.

Depuis le 14 juillet, l'agitation ne cesse guère chez les cheminots, et le 10 août, après une manifestation de près de 1 000 personnes à Villeneuve-Saint-Georges, l'Union départementale de la CGT estime le mouvement assez ample pour déclencher la grève générale des cheminots en région parisienne. Cette grève complique les transports déjà rendus précaires par les bombardements aériens des mois précédents. Le 15 août, la police parisienne se met en grève. Le 18, c'est au tour des postiers et des infirmiers. Toutefois, la répression ne cesse pas pour autant. Le 16 août, des jeunes gens sont fusillés au bois de Boulogne, d'autres dans les fossés du château de Vincennes.

Dans cette situation, le gouvernement de Laval prend, le 17 août, le chemin de l'exil. Le 20 août, le maréchal Pétain quitte la France sous escorte allemande à destination de Sigmaringen. Sur ses ondes, la BBC émet des messages d'encouragement pour le mouvement d'insurrection. Avec l'arrêt des usines, le sabotage des voies ferrées, le noyautage des administrations, la vie économique de la capitale est progressivement paralysée. Paris est au bord de l'asphyxie.

---

1. Pour davantage de précisions, se reporter à Olivier Wieviorka, « La Résistance intérieure et la libération de Paris », in *Paris 1944. Les enjeux de la Libération*, actes du colloque du 2-4 février 1994, Albin Michel, 1994. pp. 137-151. Olivier Wieviorka évoque les trois conceptions qui s'affrontent : la conception communiste, la conception gaulliste, celle de la Résistance non communiste.

2. *Le XX<sup>e</sup> souffre, résiste, se libère, 1939-1945. Récits, témoignages, documents, photos : une contribution des communistes au 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Libération*, plaquette réalisée par Raoul et Jeannine Dubois, 1993.

3. Henri Michel, *La libération de Paris*, Bruxelles, Editions Complexe, 1980, p. 42.

## Paris insurgé <sup>1</sup>

Le vendredi 18 août, sur les murs de Paris, l'ordre de mobilisation générale du colonel Rol-Tanguy, en exécution des consignes du CNR et en accord avec les décisions du CPL, est affiché. Au même moment, les murs se couvrent de deux autres affiches : l'une de la CGT et de la CFTC invitant à la grève générale, l'autre des élus communistes appelant les Parisiens à s'insurger.

Le moment de déclencher « l'insurrection générale » est venu et l'initiative en revient à la police. Le commandement allemand donne alors l'ordre aux policiers de reprendre leur service. Prévenus dans la nuit, les policiers prennent la préfecture de police à 7 heures, le samedi 19 août. Cette initiative s'accompagne d'autres opérations, les premières fusillades éclatent. Les FFI s'emparent de points stratégiques : les Halles, l'usine à gaz de la Villette, le central téléphonique de la rue de Grenelle, la poste centrale de la rue du Louvre, les ministères. Le 20, à l'aube, Léo Hamon, du CPL, avec l'aide de quelques deux cents agents résistants, investit l'Hôtel de Ville sans rencontrer de grandes difficultés. Observant les directives du CPL, les comités locaux de libération (CCL) occupent les mairies d'arrondissement. La mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement est « libérée ». La plupart des immeubles destinés à l'Information le sont également, la presse collaborationniste ayant cessé de paraître depuis le 18 août, et le 20, les rédacteurs des titres de la Résistance occupent les locaux qu'on leur a attribués.

Dans les premières vingt-quatre heures de l'insurrection, les actions de guérilla, menées par les groupes FFI d'arrondissement, éclatent en divers points de la capitale. Mais si le 19 août reste une journée de mobilisation et que l'effet de surprise joue pleinement, les Allemands ripostent rapidement et reprennent certaines places. Les réserves en munitions des insurgés s'épuisent et la disproportion des moyens inquiète certains responsables, notamment Parodi et Chaban. Une guerre de position s'installe dans Paris. Le 20 août, en fin de matinée, à l'issue de négociations menées entre le consul général de Suède, Raoul Nordling, des membres de l'entourage du commandant du *Gross Paris*, le général von Choltitz<sup>2</sup>, et des responsables de la Résistance, la trêve est annoncée. Toutefois, l'ensemble de la Résistance est hostile à cette initiative, la plupart de ses membres n'ayant pas été, en effet, consultée. Cependant, la trêve est peu respectée de part et d'autre, avant de n'être définitivement rompue le 21 août.



Le 22 août, Paris se couvre de barricades. Rol-Tanguy fait afficher un ordre pour la défense de la population parisienne, accompagné d'un appel « Tous aux barricades ! ». Le même jour, la presse, enfin libre de paraître, diffuse des instructions pour les construire. Les premières barricades sont édifiées au carrefour des boulevards Saint-Germain et Saint-

1. Pour une description plus détaillée, se reporter à : Adrien Dansette, *Histoire de la libération de Paris*, Fayard, 1946.

2. Depuis l'attentat manqué contre Hitler, le 20 juillet 1944, le personnel militaire compromis à Paris a été renouvelé. Boineburf-Lengsfeld a été remplacé par le général von Choltitz à la tête du *Gross Paris*. Nommé le 7 août 1944, il arrive à Paris le 9 août. On lui affecte un détachement de 17 chars de la division Panzerlehr, un bataillon de choc de la 1<sup>ère</sup> armée et des batteries de la 1<sup>ère</sup> brigade de DCA.

Michel, dans le secteur entre la Seine et le Luxembourg qui défend l'île de la Cité. Belleville élève les siennes. L'objectif est ainsi de réduire la circulation allemande. Les barricades n'ont pas pour effet de libérer Paris, mais leur effet psychologique est certain, encourageant pour les Parisiens : ceux-ci participent ainsi à leur propre libération<sup>1</sup>.

La prise des bâtiments publics et l'érection des barricades ne sont pas les seuls moyens d'action des insurgés. Ceux-ci recourent également à des « coups de main » contre un ennemi qui peut se trouver à leur portée, lui prendre les armes. Et l'attaque du train allemand par les FFI, en gare de Ménilmontant, le 23 août, est un exemple de l'un de ces « coups de main ». Les combats dans Paris continuent : près du Palais Royal, place du



Panthéon et place Maubert, rue de Seine, place de la Chapelle, près du Louvre, aux Batignolles, dans le XIV<sup>e</sup>, aux Gobelins, à la préfecture... Le Grand Palais est en feu.

Les forces allemandes sont alors concentrées au centre de Paris autour de quelques points d'appui : l'hôtel Majestic avenue Kléber - siège du haut-commandement militaire en France -, les hôtels Meurice et Crillon - siège du commandement du *Gross Paris* et de la

marine allemande -, englobant le périmètre de la Concorde et du jardin des Tuileries où sont stationnées des chars, l'Opéra pour la *Kommandantur*, la caserne du Prince Eugène, place de la République, le Palais Bourbon, le ministère des Affaires étrangères, les Invalides, l'École militaire, le Sénat et la tour Eiffel.

## Paris libéré

Les insurgés savent bien, qu'à eux seuls, ils ne peuvent obtenir la capitulation des Allemands. Tous sont convaincus que l'arrivée des Alliés est indispensable. Plusieurs émissaires sont alors envoyés à l'ouest, à des titres divers et sans qu'il y ait aucune concertation entre les différents responsables, à la rencontre des Alliés afin de les presser de marcher sur la capitale.

Le 24 août au soir, le général Leclerc est au sud de Paris, à la Croix-de-Berny. Il envoie à Paris une patrouille de reconnaissance, commandée par le capitaine Dronne et chargée d'annoncer l'arrivée de la 2<sup>ème</sup> DB pour le lendemain. Aidée dans sa progression par les FFI, la colonne Dronne atteint l'Hôtel de Ville sans encombre. Depuis la veille, les Parisiens sont informés par les journaux de l'avancée de la 2<sup>ème</sup> DB. Au studio d'essai de la rue de Grenelle, Pierre Schaeffer fait aussitôt connaître la nouvelle. Les cloches de toutes les églises sonnent. Le vendredi 25, la route est libre. Le général Leclerc arrive par la porte d'Orléans et installe son PC à Montparnasse. A midi, le drapeau tricolore flotte sur la Tour Eiffel. A 14h45, von Choltitz, fait prisonnier à l'hôtel Meurice, capitule puis signe l'ordre de reddition des points d'appui. La coordination entre les FFI et les troupes de la 2<sup>ème</sup> DB

---

1. Philippe Vigier parle des barricades « patriotiques », dressées contre les Allemands en 1944, comme en 1870-1871, qui renouent aussi avec la tradition révolutionnaire de 1830 et 1848. Il cite les conseils donnés par le Comité parisien de Libération qui appelle aux armes l'ensemble des habitants de la capitale : « Toute la population doit par tous les moyens empêcher la circulation de l'ennemi. Abattez les arbres, creusez des fossés antichars, dressez des barricades. C'est un peuple vainqueur qui recevra les Alliés ». Philippe Vigier, « Le Paris des barricades (1830-1968) », *L'Histoire*, n°113, juillet-août 1998.

s'est bien effectuée, les premiers fournissant les renseignements et guidant les secondes, mais participant aussi à l'action.

Le 25 août, à 17 heures, le général de Gaulle arrive au PC de Leclerc à la gare Montparnasse. Peu après, il se rend à l'Hôtel de Ville où il prononce un vibrant hommage, aujourd'hui connu de tous : « Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle. Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris chez elle »<sup>1</sup>. Et le 26 août, vers 15 heures, au milieu de la liesse populaire, le chef de la France libre descend les Champs-Élysées, accompagné de Georges Bidault, Alexandre Parodi, Koenig, Leclerc, d'Argenlieu, Valin, Bloch-Dassault et Chaban-Delmas, signifiant ainsi sa légitimité aux yeux de tous. Cependant, le défilé est émaillé par des tirs sporadiques de miliciens embusqués, qui font trois cents victimes. Le général de Gaulle gagne ensuite Notre-Dame, interdite au cardinal Suhard. Paris libérée, cependant, au cours de la nuit suivante, la ville est bombardée par des appareils de la *Luftwaffe*. Le 28 août, la visite du général Eisenhower au général de Gaulle apparaît plus encore comme le symbole de l'indépendance retrouvée.

À l'issue de cette longue semaine, Paris est enfin libérée. La libération de Paris est, à bien des égards, le symbole de la victoire. Victoire militaire d'abord, même si les pertes sont lourdes : l'on compte entre 900 et 1000 morts et fusillés, 1 500 blessés pour les FFI ; 582 morts et plus de 2 000 blessés parmi la population civile, la 2<sup>ème</sup> DB déplore 130 tués et 225 blessés ; côté allemand, 3 200 hommes ont été tués et 12 800 faits prisonniers<sup>2</sup>.

Pour la France, il s'agit là aussi d'une victoire politique de large ampleur et à grande portée. En effet, la libération de la capitale est le fruit de l'action conjointe de la Résistance intérieure et de la Résistance extérieure. Et même si l'ensemble du territoire n'est pas encore libéré et que la guerre n'est pas finie, le 26 août, le peuple de Paris a acclamé le général de Gaulle comme son libérateur et en tant que chef de la nouvelle République.

Ainsi en août 1944, c'est bien un « Paris insurgé » qui l'emporte avec sa « juxtaposition de situations locales »<sup>3</sup>, avec ses batailles dans les rues, auxquelles n'échappa pas le XX<sup>e</sup> arrondissement. Comme le rappelait, en 1952, Raymond Bossus, maire du XX<sup>e</sup> arrondissement au lendemain de la Libération, « Il n'est pas possible que soient effacées de notre pensée les batailles de la rue des Orteaux, de la rue de Ménilmontant, du tunnel, du boulevard de Charonne, de la rue d'Avron, de la rue de Belleville..., de la prise de la Mairie et de l'installation du Comité local de Libération prenant en main les questions d'administration municipale ». En effet, l'heure, à la fin de l'été 1944, est aussi celle de la prise de pouvoir et de la reconstruction.

Véronique ODUL

---

1. Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre. Tome II : l'unité, 1942-1994*, Paris, Plon, 1956, p. 709.

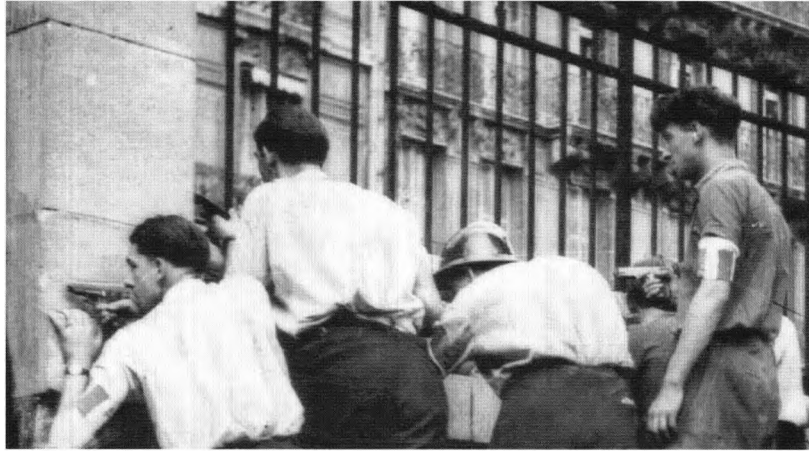
2. Christine Lévisse-Touzé, *Paris libéré, Paris retrouvé*, Paris, Découvertes Gallimard, 1994.

3. Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération. 1938-1944*, Seuil, 1979, p. 348.

### *Le Comité parisien de libération*

Le Comité parisien de libération est le symbole de l'insurrection parisienne. Il en a été l'un des acteurs principaux dans le déclenchement du soulèvement de la population. Créé en septembre 1943, présidé par André Tollet, secrétaire général de la CGT, son bureau est composé de six membres et dirige la Résistance parisienne jusqu'à la Libération.

Il prépare l'insurrection en liaison avec le CNR et la délégation générale. Le CPL joue un rôle important dans la coordination de l'action immédiate contre l'ennemi, lançant des appels à la population, organisant les manifestations, l'aide aux réfractaires du STO, les grèves et toutes les actions de masse. Parmi les membres du CPL, l'on peut citer Rol-Tanguy. Animé par les représentants des organisations ouvrières et communistes, il dirige la Résistance parisienne, certains groupes armés et les milices patriotiques. En liaison étroite avec l'état-major des FFI, le CPL prépare les mesures à prendre au jour du soulèvement afin de coordonner l'action militaire et le mouvement insurrectionnel. Ses appels à la population pour participer aux manifestations et aux grèves entretiennent un climat propice à la combativité de la population parisienne.



### **Quelques repères sur la Libération dans le XX<sup>e</sup>**

- 19 août** Premières fusillades aux Buttes Chaumont et à Ménilmontant.
- 20 août** Un groupe de la milice patriotique fait sauter un train plein de soldats allemands sous le pont de Ménilmontant. Libération de la mairie du XX<sup>e</sup>. Mise en place de barricades à Belleville.
- 21 août** Les Allemands attaquent le poste de police de la rue des Orteaux et libèrent les Allemands et les collaborateurs prisonniers.
- 23 août** Attaque d'un convoi allemand en gare de Ménilmontant<sup>1</sup>.  
*Rue de la Justice* : un convoi allemand est attaqué par les FTP. c'est au cours de cette action qu'est mort le commandant Louvigny<sup>2</sup>. *Porte de Montreuil* : au cours de la nuit, une voiture allemande se jette dans les barbelés. Après un court combat FTP et milices patriotiques font prisonniers ses occupants. *Rue d'Avron* : trois heures d'un combat au cours duquel des FFI attaquent une centaine d'Allemands. Malgré le renfort d'un char, les Allemands sont repoussés, mais trois FFI y ont perdu la vie.

1. Voir l'article à ce sujet, p. 17.

2. Voir sa biographie p. 27.

## 1944 : L'ÉTÉ CHAUD DES POLICIERS DU XX<sup>e</sup>

*Engagé dans cette étude de la période de la Libération dans le XX<sup>e</sup>, j'ai choisi d'essayer de décrypter la lutte qui a pu s'y mener de juillet à septembre 1944, au travers d'une source au « ras des quartiers », à savoir les répertoires des commissariats de cet arrondissement. Trois d'entre eux sont parvenus jusqu'à nous, ceux de Saint-Fargeau (78<sup>e</sup> quartier), du Père-Lachaise (79<sup>e</sup>) et de Charonne (80<sup>e</sup>). Il manque malheureusement celui de Belleville (77<sup>e</sup>).*

### Coup d'œil global

Pour aller au plus près de mon objectif, j'ai éliminé la plupart des affaires figurant dans ces « mains courantes », dans la mesure où elles n'entrent pas dans les thèmes retenus : Résistance, collaboration, ces deux-là avant la Libération, épuration, troubles FFI, ces derniers après l'insurrection d'août 1944. Sur un total de 1978 affaires, 122 seulement m'ont paru illustratives de mon propos, comme l'indique le tableau ci-contre<sup>1</sup>. Je dois préciser ici que les affaires écartées du classement par thèmes (1856), ne manquent pas d'intérêt pour l'historien, le sociologue ou l'anthropologue, qui, avec ces sources, se retrouvent d'un coup au cœur d'une société populaire et de ses problèmes quotidiens, aggravés pour certains par l'occupation et la guerre. Il serait cependant utile de comparer la délinquance de la misère qu'on y découvre en 1944 avec ce qu'elle pouvait être en 1934 ou en 1954..., mais tel n'était pas mon but initial.

### L'exemple d'un commissariat

Dans un premier temps, mon attention s'est portée sur le commissariat du quartier du Père-Lachaise<sup>2</sup>. En juillet, contrairement aux autres quartiers du XX<sup>e</sup>, la collaboration s'y manifeste peu à travers les affaires figurant dans le répertoire<sup>3</sup>, sans doute parce que ses partisans se méfient alors de la police. En revanche, on y trouve trace à quatre reprises de la Résistance. Le 5 juillet, le commissaire du quartier adresse au directeur de la Police judiciaire un rapport circonstancié sur « trois coups de feu (qui) ont été tirés sur M. B., commissaire du XX<sup>e</sup> arrondissement par des automobilistes qui ont pris la fuite », ainsi que sur des menaces ou des conseils qui lui ont été adressés par téléphone : « Ecoutez M. M... pour M. B. ce sera le



1. Pour Belleville (77<sup>e</sup> quartier), il n'y a pas de répertoire entre le 1<sup>er</sup> mars 1939 et le 15 juillet 1950. Pour Saint-Fargeau (78<sup>e</sup>), on peut consulter le répertoire coté APPO, CB, 78.6. Pour le Père-Lachaise (79<sup>e</sup>) : CB 79.54, pour Charonne (80<sup>e</sup>) : CB 80.52.

2. Ce travail a été poursuivi et a donné lieu à une conférence dans le cadre des activités de notre association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup>.

3. APPO, CB 79.54, l'affaire 1197 M.A., dont il est question ci-après, ainsi que l'affaire 1116, R.I., classées dans la colonne « collaboration » aurait pu l'être dans la colonne « Résistance ». Certains libellés des affaires paraissent indiquer que certains policiers penchent pour l'Etat français de Pétain : ils distinguent encore les « Aryens » des autres. Simple dérapage ?

deuxième avertissement... Quant à vous, c'est le premier... Faites attention...Tâchez d'arranger les choses... Ici la Résistance »<sup>1</sup>. Ce type d'affaires d'intimidation et de fusillade figure encore à deux reprises sur la « main courante » : le 12 juillet, une dame M.A., décoratrice, a reçu « un paquet qui contenait un cercueil avec une croix et une tête de mort, et un dos de faire-part portant l'inscription " pour bientôt " »<sup>2</sup>, et le 22 juillet, rue de Ménilmontant, on a tiré sur un certain R.I., mécanicien, qui a réussi à s'enfuir<sup>3</sup>. D'autres traces suggèrent la lutte armée : une mystérieuse déflagration survenue le 23 juillet, rue des Vignoles, blesse une résidente qui a essayé de démonter une « pile électrique » déposée dans une poubelle, un objet qui s'avère être un « explosif de guerre »<sup>4</sup>, puis, le 9 août, un attentat dans le tunnel Sabin est signalé : « Des inconnus ont déposé des engins explosifs sur la voie du tunnel (...) un de ceux-ci a explosé au passage d'un train, qui a continué sa route sans dommages »<sup>5</sup>.

## Libération et épuration

Comme les autres répertoires, celui du commissariat du Père-Lachaise s'interrompt pendant plusieurs jours, du 17 au 28 août, ce qui correspond à la grève insurrectionnelle de la police<sup>6</sup>. Dans les premiers jours de septembre, il contient de nombreux renseignements sur l'épuration en cours. On arrête alors plus de vingt « collaborateurs », notamment G. V., le commissaire de police de Belleville<sup>7</sup>. Ces arrestations, généralement suivies d'envoi au Dépôt, sont opérées par des policiers patriotes, ou par des groupes FFI, comme le groupe Libération du XX<sup>e</sup> <sup>8</sup>. Ces affaires permettent de constater que le populisme fasciste a pu trouver un écho dans l'arrondissement. En effet, si nous trouvons quelques cas de collaboration économique, plusieurs chefs d'entreprises ayant travaillé pour les troupes d'occupation<sup>9</sup>, il faut doubler ce chiffre en ce qui concerne la collaboration politique, soit deux miliciens<sup>10</sup> deux membres du Rassemblement national populaire (RNP) de Déat<sup>11</sup>, un du Parti populaire français (PPF) de Doriot<sup>12</sup>, un recruteur de la Légion des volontaires français (LVF) <sup>13</sup> et deux employés de journaux collaborationnistes<sup>14</sup>. On peut ajouter à cet inventaire, deux individus qui se sont fait

---

1. *Ibid.*, affaire 1019 du 5 juillet remontant au 24 juin.

2. *Ibid.*, affaire 1197.

3. *Ibid.*, affaire 1116.

4. *Ibid.*, affaire 1121.

5. *Ibid.*, affaire 1199.

6. La grève générale de la police, menée par « Honneur de la police », « Police et patrie » et « Front national de la police », est lancée le 15 août. Elle va durer jusqu'au 25 août, les policiers tenant massivement les barricades avec les autres insurgés. Voir *La libération de Paris*, dans la collection « La Résistance par ceux qui l'ont faite », dirigée par Philippe Breton, Denoël (1964) p. 38 et suivantes. Voir également Francis Crémieux, *La vérité sur la libération de Paris*, Messidor (1984) p. 33 et suivantes, et Pierre Bourget, *Paris année 44 : occupation-Libération-épuration*, Plon, p. 262.

7. *Ibid.*, affaire 1230, mentionnée le 5 septembre.

8. *Ibid.*, affaire 1374 pour le groupe Piat, affaire 1273 pour le groupe FFI 10<sup>e</sup>.

9. *Ibid.*, affaire 1293, L.R., PDG de la société Segor, rue Orphila; affaire 1318 A.T., usine de conserves rue des Pyrénées, qui « se seraient permis d'insulter la France et de traiter les Français de lâches » ; affaire 1420, A. E., gérant de la Compagnie Flottmann, 8 bd de Ménilmontant ; affaire 1421, B.P. de la Compagnie Flottmann citée dans l'affaire préc.

*Ibid.*, affaire 1249, P.D., chef d'avant-garde de la milice, J.L., représentant.

10. *Ibid.*, affaire 1249, P.D., chef d'avant-garde de la milice, J.L., représentant.

11. *Ibid.*, affaire 1252, S. E., chaisier, membre du RNP et de la Ligue française d'entraide sociale d'épuration et de collaboration européenne ; affaire 1342, G. E., employée de la mairie du XX<sup>e</sup>, qui s'est fait repérer par les gardiens de la paix patriotes Cabut et Bautje, alors qu'elle se rendait à une réunion du RNP.

12. *Ibid.*, affaire 1375, R. M., chef comptable à la brasserie Karcher, 139, rue des Pyrénées, qui « approuvait les fusillades d'otages ».

13. *Ibid.*, affaire 1255, P. L.

14. *Ibid.*, affaire 1253, G. C., chauffeur du journal *Aujourd'hui*, au service du directeur Georges Suarez ; affaire 1254, G. A.,

dénonciateurs et ont été repérés en exprimant des sentiments « anti-français » et des « insultes aux alliés »<sup>1</sup>, une famille de « collaborateurs notoires », qui faisait « de la propagande pro-allemande », ou encore ce couple, dont les membres « menaient joyeuse vie avec les Allemands qu'ils recevaient »<sup>2</sup>. Enfin, inévitablement, on doit clore cette énumération par les deux cas de collaboration « à l'horizontale », dont se sont rendues coupables deux femmes. L'une « recevait des soldats allemands »<sup>3</sup>, l'autre a été arrêtée « pour avoir reçu continuellement des Allemands à son domicile durant l'occupation et menacé les voisins de les dénoncer et de les faire emprisonner »<sup>4</sup>.

## Troubles FFI

Je finirai ce petit tableau par les quelques affaires qui témoignent des troubles d'une époque où le pouvoir se cherche quelque peu. Règlements de compte ou débordements y avaient sans doute leur part. Une femme de la rue du Retrait, M.G., est tuée dans sa cuisine « par une balle de fusil de guerre tirée par un FFI prénommé Antonio, qui n'a pu être identifié », depuis l'immeuble situé de l'autre côté de la rue, « sous le prétexte de faire cesser les signaux lumineux, qu'il prétendait voir »<sup>5</sup>. Un chauffeur de camion, J. L., arrêté par les FFI le 18 août, est « lynché par la foule alors qu'il se trouvait place Gambetta », avant d'être plus ou moins achevé « par un projectile tiré par une arme à feu ». La police enquête en auditionnant E.C., un employé de commerce, responsable du groupe Piat rattaché au groupement Libération du XX<sup>e</sup><sup>6</sup>. C'est l'époque des « brassardiers » FFI et des groupes incontrôlés qui inquiètent les autorités<sup>7</sup>. Le pouvoir flotte. Les Milices patriotiques agissent, semble-t-il, dans un certain désordre<sup>8</sup>, et, la question du désarmement est déjà posée. La police n'hésite pas à perquisitionner chez des particuliers appartenant à des groupes issus de l'insurrection pour y récupérer des munitions<sup>9</sup>. La notion de « port d'armes prohibées » va bientôt être à l'ordre du jour.

## Un pouvoir chasse l'autre

Que pouvons-nous conclure de ces quelques données fournies par ce commissariat d'un quartier populaire ? Tout d'abord, elles sont fragmentaires, même si celles des autres commissariats du XX<sup>e</sup> confirment ce que l'on peut y déceler : un face-à-face ultime et ombreux entre la collaboration et la Résistance qui divise certains habitants de l'arrondissement ; et aussi la posture d'une institution comme la police, qui, manifestement, a déjà choisi d'abandonner la première, dans la mesure où compte tenu du débarquement du 6 juin et de l'approche des troupes alliées, l'idée d'un inéluctable changement de pouvoir a triomphé dans les esprits. Ce n'est donc pas un hasard si les informations concernant les deux camps sont faibles avant l'insurrection. On devine cependant que les tenants de la collaboration sont aux abois. En regard, il est plus que probable que les policiers les plus intelligents ont compris que le régime de Vichy est irrémédiablement perdu. Ceci explique certainement cela. Mais il paraît toutefois difficile

---

motocycliste au service du journal *Paris Soir*.

1. *Ibid.*, affaire 1273, M. G., taulier soudeur et affaire 1274, L. E., son amie, qui ont dénoncé A. J., prisonnier évadé.

2. *Ibid.*, affaire 1354, R. M., R. Y. et R. J. ; affaire 1375 bis, de M. F. et Elise.

3. *Ibid.*, affaire 1405, G. S.

4. *Ibid.*, affaire 1438, S. S., polonaise, fille de salle.

5. *Ibid.*, affaire 1373, son fils G. C. porte plainte le 20 septembre, le coup de feu remontant au 3.

6. *Ibid.*, affaire 1374.

7. *Ibid.*, affaire 1419 du 28 août, G. M., circulant en voiture, ne peut présenter d'« ordre de mission régulier ».

8. *Ibid.*, affaire 1431, E. P., débitante de tabac, arrêtée pour avoir vendu deux paquets de cigarettes Chesterfield !

9. *Ibid.*, affaire 1251 du 6 septembre, R. G., chef d'équipe, du groupe Libération du 20<sup>e</sup>, lieutenant Hutin.

d'ignorer qu'il y a eu des « flics » authentiquement patriotes lors de cette époque et même avant. Si le répertoire étudié ici ne nous dit rien de l'insurrection patriotique, nous constatons cependant, que dès la fin août, un monde est condamné. Cela s'exprime par l'intensité de l'épuration menée conjointement par l'institution policière et les groupes armés venant de la Résistance ou de l'insurrection, ainsi que par l'installation de ce nouvel État qui se met en place avec le rétablissement d'un ordre républicain, qui ne saurait pactiser avec de nouveaux fauteurs de troubles.

Alain DALOTEL

**Récapitulatif des affaires des trois commissariats du XX<sup>e</sup> arrondissement,  
consignées dans leurs répertoires de juillet à septembre 1944 :**

Commissariats	Nombre d'affaires	Affaires retenues classées par thème	Par quartiers	Total affaires	Affaires retenues	Résistance, collaboration, épuration, Troubles FFI
St Fargeau	946	69	5	4	44	6
Père Lachaise	440	30	4	2	21	4
Charonne	592	45	6	2	12	12
<b>Total</b>	<b>1978</b>	<b>144</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>77</b>	<b>22</b>

## Ordre pour la défense de la Population Parisienne

Les F.F.I. et la population ont engagé la bataille pour PARIS. Chaque fois que nos soldats ont respecté la tactique mobile de la guérilla, ils ont écrasé l'adversaire. Cependant, un danger subsiste : les mouvements rapides des chars ennemis.

**Ce danger est facile à conjurer.**

**Il suffit d'empêcher les boches de rouler.**

Pour cela, que toute la Population parisienne, Hommes, Femmes, Enfants, construisent des barricades, que tous abattent des arbres sur les Avenues, Boulevards et Grandes Rues.

Que toutes les petites rues soient partiellement obstruées par des barricades en chicanes.

Organisez-vous, par maison et par rue pour garantir votre défense contre toute attaque ennemie.

Dans ces conditions, le boche sera isolé et cerné dans quelques centres, **il ne pourra plus exercer de représailles.**

**TOUS AUX BARRICADES !**

Le Colonel, Chef du Grand PARIS : **ROL.**

## AVIS

Le couvre-feu est supprimé à dater du 22 AOUT 1944 et jusqu'à nouvel ordre. Les portes des immeubles doivent être ouvertes aux combattants français et fermées aux boches sous peine de sanctions graves. Le camouflage des lumières reste obligatoire.

Le Colonel, Chef du Grand PARIS : **ROL.**

## LE 14 JUILLET 1944 A BELLEVILLE

« A 18 heures, rue de Belleville, s'est déroulée une manifestation très importante. Près de 20 000 personnes y ont participé, malgré les forces de police considérables. Des déploiements du drapeau tricolore et des lancers de tracts, de tous côtés, la foule se précipite. Les gens, de toutes parts, sortent de leurs logements. La foule qui était à la fête, boulevard de Belleville, se précipite dans la rue de Belleville.

Sur l'ordre du commissaire du XX<sup>e</sup> et des inspecteurs de la brigade spéciale BS, la police lance d'abord les cars sur la foule. Mais celle-ci ne s'enfuit pas, au contraire, des milliers de poitrines sort un cri « La police avec nous ! ». Bientôt, les gardiens en uniforme refusent d'obéir à leurs chefs ; les cars qui étaient placés en barrage, sont redressés, pour permettre à la foule de passer. « La police avec nous ! » retentit de plus en plus fort. Des inspecteurs de la BS qui avaient tenté de s'emparer du drapeau sont violemment repoussés et obligés de s'enfuir.

Alors, les gardiens en tenue descendent des cars, abandonnant leurs chefs et jusqu'au bout manifestent avec la foule. La rue de Belleville est noire d'une foule qui chante *La Marseillaise*. C'est au milieu d'un enthousiasme délirant que le camarade désigné prend la parole. Des gens sont juchés sur les verrières, sur des échafaudages. A 18 h 30, de nouveaux cars de police arrivaient de partout et la dislocation commençait à s'effectuer sans que la police intervienne. Des flics avaient abandonné les cars et disaient qu'ils rentraient chez eux, qu'ils en avaient marre des ordres qui leur étaient donnés. Le commissaire du XX<sup>e</sup> suppliait, à la fin, nos camarades « de ne pas le faire fusiller et de ne plus chanter *La Marseillaise* ».

Pourtant, alors que la foule se dispersait dans le calme, à la fin de la manifestation de la rue de Belleville, les agents de la brigade spéciale s'attachèrent aux pas de deux militants qu'ils avaient repérés. Ils les suivirent dans la rue du Faubourg du Temple et les arrêtèrent dans un café. A la hauteur du métro République, ils les firent descendre de voiture et brusquement, ouvrirent le feu sur les deux patriotes qui tentèrent de s'échapper. L'un d'eux fut grièvement blessé, l'autre frappé à mort. Ainsi mourut Yves Toudic<sup>1</sup>, vieux militant syndical de la Fédération du Bâtiment. »

*Extraits d'une brochure de commémoration  
du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Libération,  
édité par le PC, section du XX<sup>e</sup>, 1994.*

1. Charles Grodzenski, blessé parvint à s'échapper.



# LA LIBERATION DE PARIS A TRAVERS LA PRESSE

Les principales inquiétudes des Parisiens au moment où s'annonce la Libération, c'est celle du ravitaillement en alimentation et en matières premières énergétiques.

Le gaz est coupé depuis plusieurs jours, le charbon manque. La presse fait un travail d'information pédagogique auprès de la population. Pendant les années d'Occupation, les Parisiens devaient subir les pénuries sans poser des questions, même si parfois la grogne pouvait aller jusqu'à quelques manifestations de rues. Les temps changent et, si la pénurie est loin d'être finie, les nouvelles autorités qui se mettent en place progressivement veulent désormais jouer franc jeu avec la population.

## Trois mille tonnes par jour... de vivres sur Paris

Paris est à bout. Ce n'est que par des miracles d'ingéniosité que chaque Parisien peut trouver chaque jour un peu à manger dans son assiette. Mais cette situation ne peut plus durer.

Aussi les services du secrétariat général au Ravitaillement sont entrés en contact avec les représentants de l'armée américaine, en la personne du colonel Ryan, chef d'état-major adjoint pour les affaires civiles du 12<sup>e</sup> groupe d'armée, et du lieutenant-colonel Dorstert, de la section française des affaires civiles du G.Q.G. allié.

Mercredi 23 août 1944

## Parisiens ! Vous n'avez pas de gaz aujourd'hui... mais il reviendra

Les Parisiens, qui pensaient que la fermeture du gaz avait été ordonnée par les traîtres et les collaborateurs, ont pu être surpris de voir que cette mesure continuait d'être appliquée depuis que nous sommes les maîtres. A la vérité, il y a là des nécessités techniques dont il faut tenir compte : une certaine pression de gaz doit être maintenue dans les canalisations souterraines pour

*L'Humanité*, 22 août 1944

### Sauvegardez les stocks de charbon

Il y a encore du charbon en banlieue. Mais il faut le réserver aux services publics : électricité, service des eaux. Camarades, empêchez le gaspillage de ces stocks ; n'utilisez que les tonnages fixés par le répartiteur.

Maires de banlieue ! adressez-vous à l'Office de Répartition du Charbon, 15, rue de La Beaume (Balzac 51-11) pour toute mesure concernant l'utilisation des stocks.

*Libération* 27 août 1944

## Le ravitaillement de Paris

### La question du pain

Les queues s'allongent à la porte des boulangeries. Paris souffre du manque de pain. On sait que la garnie la plus complète a précédé à la fameuse « organisation du plan ».

D'autre part, le secrétaire général au Ravitaillement vient d'adresser une note aux maires du département de la Seine, dont voici un extrait : « Il a été porté à la connaissance des maires que la validation des

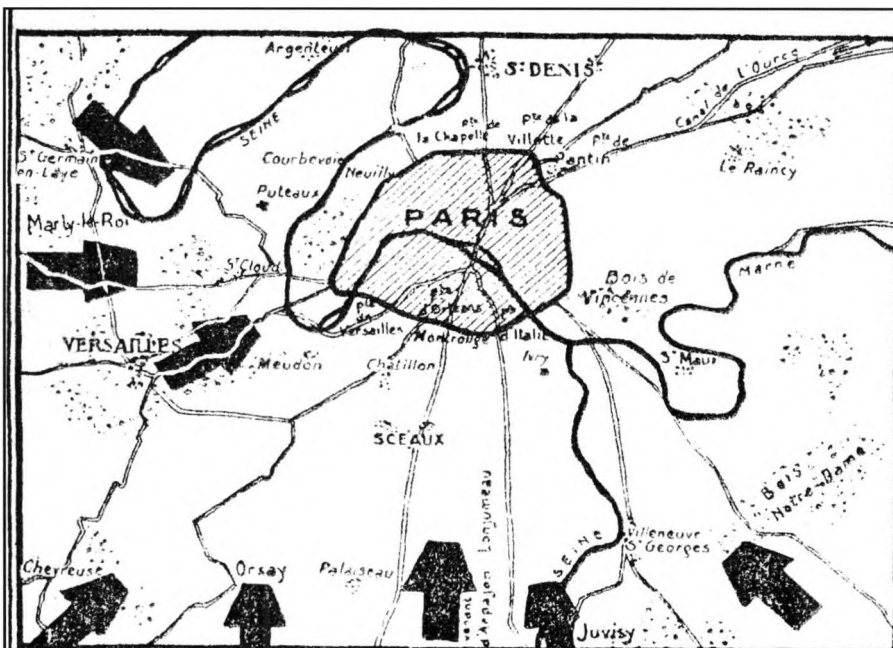
*Ce soir*, 23 août 1944

Alors que les troupes alliées sont aux portes de Paris, l'inquiétude grandit. Va-t-on avoir assez de pain ? On craint autant une longue rupture des communications empêchant le ravitaillement que les exactions allemandes, mais aussi le pillage qui pourrait se faire en profitant du chaos que l'affrontement entre troupes alliées et derniers Allemands ne manquera de produire.

Et si les Allemands s'accrochaient ? Et s'ils faisaient tout sauter ? Ou s'ils lançaient des offensives aériennes massives ? Rien de quoi être rassuré...

Avec l'arrivée des Américains parviennent aussi des vivres attendues avec impatience par les Parisiens. Elles sont distribuées dans chaque mairie d'arrondissement.

Progressivement, la vie reprend son cours presque normal, les services administratifs rouvrent dès le lundi 28 août 1944.



La marche des armées alliées vers Paris. La division Leclerc, venant de Palaiseau et Versailles, est entrée à Paris par les routes du sud et du sud-ouest.

## Paris sera ravitaillé

- ① Les Alliés ont promis leur concours pour que la capitale ne manque d'aucune denrée.
- ② Les tickets-lettres de pain pour août sont validés : 150 grammes par ticket ; 350 grammes pour les tickets de la carte E pour l'achat des farines lactées.
- ③ La commission du ravitaillement du gouvernement provisoire a lancé hier un appel à la population parisienne demandant à tous de manifester la plus extrême discipline et la plus grande solidarité.
- ④ La répartition des denrées sera reprise dans des conditions de rigoureuse équité. Tout acte de pillage sera sévèrement et impitoyablement réprimé.

Franc-Tireur, 21 août 1944

Du 20 au 26 août se déroulent des combats au cœur même de la capitale. Le 28 août aura lieu le dernier bombardement.

### SURVEILLEZ LES ETAGES SUPERIEURS

Les F.F.I. font appel aux concierges de Paris et de banlieue pour qu'ils surveillent les étages supérieurs des immeubles qu'ils occupent, notamment les chambres inoccupées et les greniers qui pourraient servir de repaire soit à des observateurs, soit à des francs-tireurs de l'ennemi.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL DES F. F. I. DE LA REGION " ILE-DE-FRANCE " pour les journées des 20 et 21 août 1944

Les F.F.I., sous le commandement du colonel commandant le département de la Seine, ont, avec la collaboration des forces de police, complété et renforcé la défense de la ville sans défense et à ouvrir le feu sans aucun motif. Ils procèdent à l'oppression de passants inoffensifs et passent par les armes, sans discernement, un grand nombre de ceux-ci.

La Marseillaise, 24 août 1944

# Paris dans le combat

(Suite de la première page)  
Le secrétaire général, nommé par le gouvernement provisoire de la République, prend possession de la Préfecture de Police au nom du général de Gaulle.

La bataille s'engage violente, inégale.

Les « Baches » montent à l'assaut à l'aide de chars « Tigre ». Leurs canons battent les murs de la Préfecture.

allemandes brûlant sur les Boulevards.

Place Saint-Michel, plusieurs camionnettes baches, immobilisées « par les clous », sont pris en cible par les F.F.I.

Boulevard Ney, les patriotes partent à l'assaut des casernes. Ils pénètrent dans la cour, puis en sont chassés non sans avoir fait subir aux « Baches » des pertes sévères.

×

Dès qu'un rassemblement leur semble suspect, ils tirent sur la foule, tuant, blessant des femmes, des enfants, victimes innocentes de la folie monstrueuse du tueur de Berchtesgaden. Mais n'ayez crainte, ô victimes innocentes des glorieuses journées d'août 1944, sur vos tombes, nous faisons le serment de vous venger.

L'Allemand n'a demandé une trêve que pour faire passer dans nos

*La Marseillaise, 24 août 1944*

## Dans la région parisienne

Hier soir, la division du général Leclerc et les troupes américaines sont entrées dans Paris par la porte d'Italie, la porte d'Orléans et par Issy-les-Moulineaux.

Au sud-est de Paris, les armées alliées ont occupé Corbeil et Melun.

*Franc-Tireur 25 août 1944*

## BATAILLES DE RUE

De proche en proche, de quartier à quartier, le soulèvement de la population parisienne s'étend depuis les premières heures de la matinée de samedi. Les groupes organisés de la Résistance accomplissent les tâches qui leur sont assignées depuis longtemps : occupation des mairies, prise de possession des ministères, de la Préfecture de police, de l'Hôtel de Ville, garde devant les usines et les centraux électriques et téléphoniques pour les sauvegarder contre tout sabotage de la part des Allemands.

Dans la rue, spontanément, chacun prend sa place dans le combat. Aux fenêtres, les drapeaux tricolores apparaissent de plus en plus nombreux. Des gens qui circulaient pour faire l'achat d'un drapeau l'emportent chez eux en le déployant largement. Des sourires, des interpellations heureuses; une joie profonde, grave encore, marquée par quatre années d'angoisse, se lit sur tous les visages.

Les nazis mitraillent la foule. Des camionnettes allemandes

*Franc-Tireur, 21 août 1944*

Si un certain nombre de groupes de résistance, bien organisés, se préparent au dernier combat, les Parisiens, pas toujours très conscients du danger résiduel, ne veulent pas être en reste. On s'empresse d'aller acheter des drapeaux tricolores pour accueillir les troupes de Leclerc. Et un peu partout dans Paris fleurissent des barricades spontanées.

Dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, il y en a plusieurs. L'une est située tout en bas de l'avenue Gambetta, près du métro Père Lachaise. Tout le monde y apporte sa contribution : pierres, sacs de sable, vieux meubles, etc. Les enfants aussi sont de la fête ... et oublient un peu, comme les grands, que la guerre n'est pas encore achevée.

Soudain, au matin même de l'entrée des troupes alliées, un grondement de moteur se fait entendre : c'est un char allemand qui s'approche par le boulevard de Ménilmontant. Après quelques secondes de stupeur, c'est une véritable « volée de moineaux » qui se produit. En quelques instants, la barricade est vide et chacun s'est réfugié à l'abri. Mais c'est une fausse alerte, le char ne tente pas de remonter l'avenue et fait demi-tour !

Françoise BERGER

## TEMOIGNAGE

### 23 AOUT 1944, EN GARE DE MENILMONTANT

Les patriotes parisiens harcelèrent sans trêve l'ennemi. Au premier rang de leurs combattants sont les cheminots qui, par tous les moyens, lui portent des coups, empêchant ou retardant ses mouvements, aidant à la prise de ses armes, de son matériel, de ses troupes.

Le 23 août 1944, au matin, un train ennemi est longtemps immobilisé en gare de Charonne. Un wagon renversé sur la voie l'empêche de passer. La voie enfin dégagée, il file sur Ménilmontant où il arrive vers neuf heures. Mais il ne peut poursuivre sa route : un autre train ennemi est sur la même voie en sens inverse. Le passage est bloqué pour tous deux. C'est une « erreur d'aiguillage » des cheminots.

Pour les FFI, FTP, milices patriotiques du XXe, qui occupent le pont de Ménilmontant, au dessus de la voie, c'est le signal de l'attaque. Plusieurs Allemands sont blessés, et un de leurs lieutenants tué. L'ennemi alors se replie sous le tunnel en direction de Belleville, abandonnant des revolvers dont les patriotes, qui manquent d'armes, s'emparent aussitôt, et une mitrailleuse, qu'ils mettent en position.

L'ennemi cependant résiste, et le combat se prolonge. Du tunnel, il tire à balles explosives sur les patriotes. Sur la passerelle qui enjambe la voie ferrée, une de ces balles arrache le bras d'un patriote, et deux autres, dont l'un appartenait au groupe « Libération Nord », Louis Godfroy en passant, et François Bolz, sont tués. Deux patriotes encore inconnus sont tués sur le toit d'un wagon, et Adjman, en gare de Ménilmontant. Lorsque les patriotes envoient leurs parlementaires demander aux Allemands de se rendre, ce sont des balles qui les accueillent ; ils sont blessés.

Pourtant la crainte d'être exterminés sous le tunnel finit par amener les Allemands à se rendre. Vers quinze heures sortent un à un du tunnel trente six hommes, dont trois officiers. Les patriotes les emmènent à la mairie. Cette défaite de l'ennemi laisse aux mains des forces de la résistance un important butin.

Aujourd'hui deux plaques commémoratives, l'une placée à la grille du pont de Ménilmontant, l'autre sur la passerelle, rappellent ceux qui trouvèrent là une mort glorieuse et le souvenir du plus haut fait d'armes des soldats sans uniformes du XXe arrondissement, au cours des combats de la Libération.



Témoignage de Madeleine MARZIN.

## TEMOIGNAGE

### MICHEL, DE L'OCCUPATION A LA LIBERATION

*Michel, avant d'évoquer tes souvenirs de la Libération de Paris, quelques mots sur la période de l'Occupation, quel âge avais-tu au début de la guerre, quels faits veux-tu évoquer ?*

Parisien de naissance, j'ai habité dans le XX<sup>e</sup> jusqu'après la Libération et j'ai donc vécu les événements de la guerre dans cet arrondissement ; j'avais 9 ans et demi en septembre 1939 et 14 ans à la Libération. J'ai connu les quatre années de l'occupation allemande avec tout ce que cela a impliqué, les faits de guerre, de résistance, les bombardements, les privations, le rationnement, les queues chez les commerçants...

*Quelle école fréquentais-tu ? Des camarades ont-ils disparu après la rafle du Vel'd'Hiv' en juillet 1942 ?*

Je suis allé à l'école rue Sorbier jusqu'en 1942 puis à l'école rue Eugène Reisz au moment de la Libération. Dans notre arrondissement qui était alors très panaché du point de vue des origines, des nationalités et des religions, la population juive composée surtout de petits commerçants et artisans était nombreuse et bien sûr j'avais des petits copains juifs dans la rue et à l'école. Je me souviens surtout d'Alfred Szyper et de Marcel Engelmann qui avaient fait toute leur scolarité avec moi depuis la maternelle de l'avenue Gambetta. Alfred Szyper était un de mes meilleurs copains ; c'était la bagarre à l'école avec lui pour la première place ; une année, on ne put nous départager et on nous accorda le prix d'excellence ensemble. Je dois parler de ce 16 juillet 1942 de triste mémoire, c'était le deuxième jour des vacances scolaires, une très belle journée qui s'annonçait très chaude. Vers 9h30, je me suis retrouvé au bas de la rue des Mûriers où j'habitais pour voir des escouades de flics qui entraient dans les maisons et en ressortaient un peu plus tard avec des familles juives, accompagnées de leurs enfants, avec chacun un petit baluchon. Et tous ces juifs, on les dirigeait vers des autobus qui étaient alignés avenue Gambetta, le long du square, au niveau de l'école maternelle. C'est ainsi que j'ai vu partir plusieurs de mes camarades dont Marcel Engelmann qui habitait au 15 de la rue Désiré ; je n'ai pas vu Alfred Szyper qui fut arrêté plus tard, malheureusement. Beaucoup d'autres dont j'ai oublié les noms sont partis ainsi que des petites filles ; je me souviens d'une petite Sarah qui habitait près de la boulangerie Dufaut rue des Partants.

J'ai donc vu partir ces camarades de classe, ces copains de jeux dans la rue car on y était beaucoup à cette époque où il y avait peu de voitures, pour jouer aux osselets, aux billes pour les garçons, et à la marelle pour les filles ; elles les dessinaient à la craie sur les trottoirs...C'est sûr que je pense encore beaucoup à eux, je reste toujours marqué par ce souvenir...Je les ai vus partir sans savoir où ; on parlait de camp de concentration, de camp de travail sans savoir vraiment ce que c'était. Les gens autour de moi ignoraient aussi ce que l'on a découvert avec horreur bien après. J'ai donc assisté à cette rafle de l'été 42, c'est un souvenir indélébile que je garde en moi avec émotion et qui me fait toujours aussi mal.

*Toi, tu restes dans le XXe pendant l'Occupation, as-tu connaissance de réseaux de résistance ?*

Avec l'instauration du STO (Service du travail obligatoire) en Allemagne, des hommes de toutes professions, de la métallurgie, du bâtiment, du commerce, etc..., il y a un renouveau de motivation pour aller renforcer les maquis et réseaux de résistance. Mon père qui était un syndicaliste et avait milité avant guerre dans des organisations de gauche, dès 1941 avait retrouvé des anciens camarades et, en ce qui le concerne, il faisait partie d'un réseau qui faisait passer en zone libre des prisonniers de guerre évadés d'Allemagne et des hommes devant se cacher avant de franchir cette fameuse ligne de démarcation. Chez nous, avec les petits moyens que l'on avait, on hébergeait de quelques jours à deux ou trois semaines des gens qui devaient se cacher. Après, je me souviens que j'ai eu ma petite implication, le jour où une personne devait partir je l'ai accompagnée près de la Bastille, impasse Guéménée, à la porte d'un ancien garage où je devais frapper d'une certaine manière, et ensuite je disais au revoir à des hommes qui avaient vécu quelque temps chez nous et que je ne reverrais plus jamais. Cela a duré jusqu'au jour où la filière de mon père a été dénoncée ; lui a heureusement été prévenu à temps, et il a pu gagner le Loiret, caché chez des paysans, jusqu'à la fin de la guerre, en travaillant comme ouvrier agricole.

*Tu as donc 14 ans et c'est la Libération de Paris ; un âge où on ne laisse rien échapper, où l'on veut tout capter !*

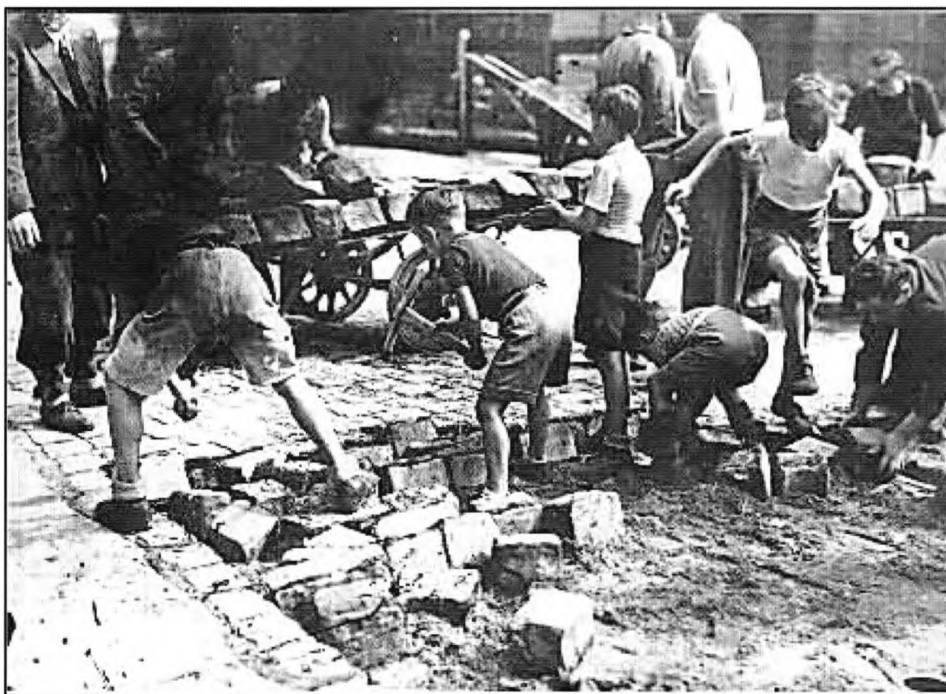
Effectivement je voulais tout voir, j'étais inconscient des dangers ; j'habitais alors près de la porte de Montreuil, rue Schubert. Dès le début du mois d'août, des nouvelles nous parvenaient que les Allemands étaient battus sur tous les fronts, qu'ils reculaient ; une espèce de grand calme s'est installé sur Paris. A partir du 15 août 1944, on a vu défiler plein de camions allemands sur le boulevard Davout, les premiers convois étaient bourrés de meubles et d'objets les plus divers, pillés par l'occupant et que l'on voyait sous des bâches de camouflage bariolées qui recouvraient tant bien que mal ces butins. C'était le début de la déroute et de la débandade pour ceux qui n'allaient ni combattre ni résister dans les jours à venir.

La libération de Paris a duré six jours, du 19 au 25 août 1944 ; cela a commencé par des actes isolés et par la révolte à la Préfecture de police de Paris à l'île de la Cité : la police française, qui a joué alors un grand rôle, a commencé ainsi à se retourner dans le bon sens pour résister aux troupes d'occupation et cela a vite communiqué un élan aux forces de la Résistance qui œuvraient depuis des années dans l'ombre et qui ont combattu farouchement au grand jour. Je revois très bien les voitures de FFI (Forces françaises de l'intérieur) et celles de FTPF (Francs tireurs et partisans français), dont les sigles étaient arborés en grandes lettres blanches à la peinture sur les carrosseries. Rapidement ils sont intervenus pour reprendre les rênes des organismes publics, notamment des mairies.

*Qu'as-tu vu dans le XXe arrondissement ?*

J'ai un souvenir que je situerais le 21 ou 22 août, au Commissariat de Police situé au coin de la rue des Haies et de la rue des Orteaux qui fut vite aux mains des résistants et des policiers ; je revois, entre autres, trois femmes collabos, comme on appelait ceux qui avaient collaboré avec les Allemands sous l'Occupation. Elles avaient été amenées là, les cheveux tondus et avaient donc le crâne complètement rasé, comme cela s'est fait à cette période ; je revois une jeune qui était la risée des gens présents, montrée du doigt à cause de ce crâne rasé. Paris n'était pas encore totalement libéré, ça ferrailait et bagarrait encore pas mal et de plus en plus. Comme nous sommes à l'Est de Paris près du Château de

Vincennes, il y avait encore une garnison allemande assez conséquente, qui offrira quelques jours plus tard une résistance assez vive aux premiers éléments de la Division Leclerc, avec notamment trois chars Tigre, dont un resta longtemps sur l'esplanade après qu'il eût été touché et brûlé. Donc, de cette garnison, partirent trois véhicules : un camion avec des soldats allemands, une automitrailleuse et une autre voiture qui arrivèrent devant le commissariat pour libérer les collaborateurs. Les résistants qui étaient là étaient peu armés : quelques revolvers, des grenades à la ceinture, c'était dérisoire par rapport aux Allemands qui ont ouvert tout de suite le feu. Une plaque est toujours là devant le Commissariat pour la mémoire des victimes tombées ce jour là ; les trois femmes ont donc été récupérées par les Allemands qui les ont fait monter dans le camion débâché. Je me trouvais tout près, caché d'abord dans l'entrée d'un immeuble, puis ensuite avec l'aide d'un résistant qui avait un revolver à la main, derrière les grilles d'une station de métro désaffectée et j'ai donc assisté à la fusillade.



Par ailleurs, surtout dans les trois derniers jours de la Libération de Paris, ce qui a été frappant c'est l'érection des barricades dans la bonne tradition populaire, notamment dans l'Est parisien dès qu'il y a un mouvement d'émeute. Il y en eu beaucoup sur le XXe car les Allemands acculés par la progression des armées alliées par l'Ouest et par le Sud, fuyaient par l'Est. Je peux déjà parler des deux barricades de la rue Schubert, une au coin de la rue Paganini et l'autre plus près de la porte de Montreuil face au bastion. J'y ai apporté ma modeste contribution car il fallait voir l'élan populaire qu'il y avait : on enlevait d'abord les pavés qui étaient au sol puis il fallait gagner en hauteur, alors chacun allait chercher dans les remises et dans les caves tout ce qui pouvait y contribuer, des vieux lits cage et tous autres objets hétéroclites ; par ailleurs, pour mieux sceller les pavés on faisait une sorte de ciment avec du sable et je me souviens être allé avec des copains chercher de l'eau dans des bassines pour faire prendre ce ciment . Je revois aussi une énorme barricade qui s'élevait à l'angle du boulevard Davout et de la rue d'Avron avec un dispositif de chicane, vraiment la barricade numéro un du quartier . Mais il y en avait bien d'autres. C'est pour cela que les Allemands se sont trouvés piégés et qu'il y eut beaucoup de prisonniers.

*Te souviens-tu de réactions de la population ?*

Au tout début, quand les gens ont appris la révolte de Paris notamment de la Préfecture, la réaction a été la prudence par crainte des représailles car les parisiens en avaient souffert et payé le prix pendant quatre années. Puis, au fur et à mesure des événements, et bien avant que la cause ne soit entendue, que les troupes de Leclerc n'arrivent, ce fut une floraison de drapeaux qui apparut sur les façades des immeubles. Pas une fenêtre, que ce soit sur les rues ou dans les cours, sans son drapeau français, son drapeau américain, anglais, russe ; c'était incroyable à voir. On sentait que c'était la Libération et que cela représentait tellement, tellement de choses et bien sûr pour commencer... la Liberté. C'est un souvenir très fort qu'on ne peut pas oublier.

*Tu as vu partir des copains de jeu et de classe, en as-tu retrouvé ? As-tu vu rentrer des déportés ou prisonniers ?*

Malheureusement, aucun de mes camarade n'est revenu. Par contre, un peu plus tard, j'avais 15 ans, j'étais entré dans une organisation de jeunesse, j'ai été impliqué dans le retour des prisonniers de guerre d'Allemagne : on formait des équipes pour les escorter à leur retour à la gare de l'Est ; on les conduisait dans un grand café brasserie place Gambetta qui s'appelait alors « Le Khédivé », où on leur distribuait vivres et vêtements. Certains, en mauvais état de santé, étaient pris en charge par la Croix Rouge dès la gare et dirigés vers les hôpitaux. J'ai vu aussi arriver à la gare de l'Est, au printemps 1945, un convoi de rapatriés de déportation, encore habillés de leurs tenues rayées, de sinistre mémoire. C'était terrible à voir ; on ne faisait que commencer à réaliser ce qu'avait été l'horreur des camps de concentration...

*Peux-tu donner une dernière note d'ambiance sur cette Libération de Paris si intensément vécue ?*

Les deux grands moments sont la Libération de Paris proprement dite puis la Victoire où là, ce fut le grand Ouf ! Entre fin août 1944 et mai 1945, ce qui frappe à Paris c'est la présence des Américains ; ils sont partout y compris pour régler la circulation ! C'est l'occasion pour moi de découvrir le chewing-gum, les boîtes de rations alimentaires militaires et



et toute l'opulence américaine ! Quand la guerre est vraiment finie, on retrouve comme un paradis perdu. Le jour du défilé de la Victoire, je n'ai pas dormi de la nuit, j'étais sur les Champs-Élysées, depuis la veille au soir. On était sur dix à vingt rangs, massés pour voir défiler les soldats américains précédés de leur jazz-band, les « Tommys » anglais, les écossais en kilt, les régiments de la France Libre avec leurs Tabors et leurs Tirailleurs, enfin tous les soldats des troupes alliées...

Les gens pleuraient...

Témoignage recueilli par Claude SMADJA.

**Antoine Porcu, *Héroïques, ils étaient communistes*, Hachette, 2003.**

Antoine Porcu fut militant communiste, député de la Meurthe et Moselle. Il lui a paru scandaleux que le sacrifice de tant de femmes et d'hommes soit si peu honoré. Il a choisi l'exemple de Paris, se livrant pour l'ensemble des arrondissements et pour les militants communistes au travail fait dans notre 20<sup>e</sup> pour l'ensemble des plaques commémoratives<sup>1</sup>.

L'originalité du travail d'Antoine Porcu est de mêler ceux qui ont succombé dans la lutte et ceux qui y participèrent et eurent la joie de voir la victoire.

Impossible de ne pas remarquer l'extraordinaire diversité de ces courtes biographies. Toutes les origines nationales, toutes les catégories sociales sont là représentées et expliquent cette image des années 1939-1945 restées dans nos mémoires. On ne peut que remercier Antoine Porcu d'avoir poursuivi, sans concession, son travail de mémoire.

Il ne sera plus possible de parler de la résistance à Paris sans utiliser ce document exceptionnel.

Raoul DUBOIS

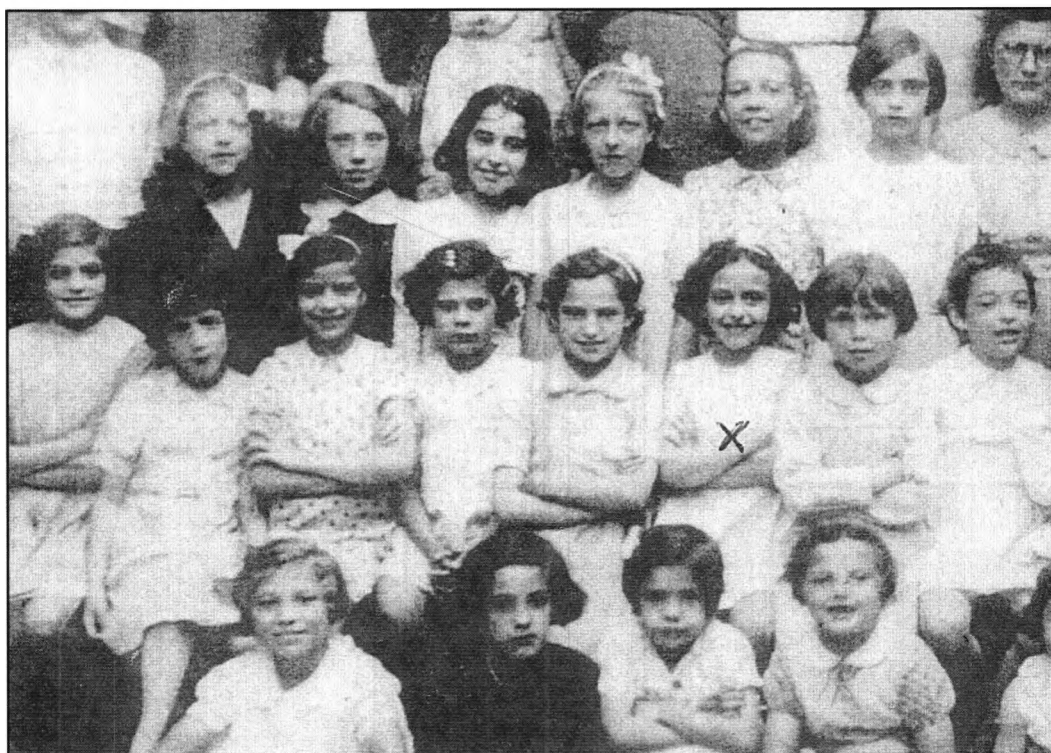


<sup>1</sup> *Cahiers de la Mémoire vivante du XXe*, n° 3, *Guide des plaques de la mémoire dans le XXe arrondissement 1939-1945*, SCP, 2003, 48 p. Disponible sur demande contre un chèque de 10 euros (franco de port) à l'ordre de Mémoire vivante du XXe (adressé à F. Berger, secrétaire de l'Association, 24 r. de la Justice, 75020 Paris).

### RACHEL RETROUVE SON ECOLE ET SON NOM...

*Rachel, dans les écoles et collèges du XX<sup>e</sup>, ainsi que dans l'ouvrage récent Paroles d'étoiles, tu as suscité beaucoup d'émotion en racontant ce dernier geste d'amour de ta mère, cette gifle qui te força à fuir avec ta sœur et te permit d'échapper à la déportation le 16 juillet 1942 ; que s'est-il passé ensuite ?*

Je suis retournée dans mon école, 9 rue de Tlemcen à la rentrée d'octobre 1942 ; nous n'étions plus que trois ou quatre petites filles juives car toutes les autres étaient, soit parties vers la déportation et la mort, soit déjà cachées. La directrice de l'école nous a réunies et nous a dit : « Si la femme de service vient vous chercher, pas un mot à personne, vous ramassez vite vos affaires, vous suivez la femme de service en silence et rapidement » ; à deux ou trois reprises, nous sommes ainsi descendues dans les sous-sols de l'école, parce que la police venait nous chercher jusqu'à l'école ; je rends hommage à cette directrice dont j'ai malheureusement oublié le nom, qui a fait preuve alors d'un courage extraordinaire.



Ensuite, j'ai connu une autre rafle en février 1943, celle qu'on a appelé la rafle des vieillards ; j'étais chez ma grand-mère, au 15 rue de Tlemcen, on est venu nous chercher, laissant mon grand père paralysé, et on nous a conduit au commissariat du 20<sup>e</sup>, avenue Gambetta. Là on est descendu dans les sous-sols, où il y avait déjà de nombreux vieillards, dans le froid et le noir ; nous étions cette nuit là avec ma soeur les deux seuls enfants arrêtés. La peur avait mûri les enfants que nous étions : j'avais 8 ans et demi, ma sœur, 13 ans et demi. J'étais couverte de boutons de varicelle, je gelottais. Ma sœur a remarqué que

des flics remontaient et ouvraient la trappe ; nous les avons suivi et lorsque les gens qui étaient dans la salle du commissariat, sans doute venant d'être arrêtés, ont vu apparaître nos têtes, ils se sont mis à hurler, scandalisés que l'on puisse s'en prendre à des enfants, traitant les policiers de tous les noms d'oiseaux possibles. Le commissaire et les policiers étaient visiblement très gênés et au bout d'un moment ils nous ont dit : « Fichez le camp ». Ma sœur a eu le temps de dire que notre grand-mère était enfermée en bas et peut-être y a-t-il eu le même tollé, puisqu'elle a été libérée elle aussi un peu plus tard. Mais ensuite, les rafles se répétant, il a fallu se cacher, d'abord dans une association juive, l'UJIF, puis devant les nouveaux risques, une tante qui me restait nous a cachées avec ses enfants à Châteaurenaud, près de Tours. J'ai été, séparée de ma sœur, recueillie par plusieurs familles car du fait de la délation assez courante, on ne pouvait rester très longtemps ; je ne m'appelais plus Rachel mais Rolande : j'oubliais parfois mon prénom et passais pour une demeurée mais peu importe... Je suis rentrée à Paris, juchée sur un camion de pommes, en septembre 44, quelques semaines donc après la Libération de Paris.

Lorsque nous sommes arrivées chez nous, au domicile de nos parents, 26 rue Duris, avec notre grand-mère, nous avons arraché les scellés qui étaient sur la porte ; il n'y avait plus rien dans notre appartement, on nous avait tout pris, les meubles, les photos, les souvenirs. A tel point que si ma tante ne nous avait donné quelques photos, nous n'aurions plus rien de nos parents. Et donc nous avons vécu là difficilement, de subsides, la vie n'était pas encore organisée, sans assistante sociale ni psychologue comme maintenant ...

*Quand as-tu retrouvé ton école de la rue de Tlemcen ?*

A la rentrée d'octobre 1944, j'ai retrouvé mon école ; cela a été une grande émotion. Beaucoup de petites filles juives manquaient à l'appel, parties donc vers la mort. Les maîtresses m'ont étreinte, ma directrice aussi, nous avons toutes pleuré ensemble, chanté la Marseillaise, et je dois dire qu'encore maintenant, lorsque j'évoque ces moments, c'est très émouvant. J'ai repris mon nom ; pour tout le monde j'étais de nouveau Rachel, j'avais retrouvé enfin mon identité.

*Quels souvenirs as-tu de ton quartier, dans Paris tout juste libéré, mais alors que la guerre n'est pas finie ?*

Il manquait beaucoup de gens car c'était un quartier d'immigration, notamment juive. De nombreuses familles attendaient des nouvelles, ne savaient pas ce que les leurs étaient devenus ; c'étaient les conversations quotidiennes, on s'inquiétait, on se posait des questions, on commençait à entendre des bruits. Pour moi, Paris libéré et retrouvé ce n'était donc pas la gaieté.

La vie était très difficile, nous manquions de tout, nous avions les cartes d'alimentation que nous avons gardées encore longtemps ; c'était la course à la nourriture, la course aux nouvelles ; il manquait aussi des commerçants et artisans dans ce quartier où ils étaient nombreux avant ; comme nous avons déjà vécu la guerre, nous nous sommes plus ou moins accommodé de cela, mais c'était dur.

*Te souviens- tu de l'annonce de la Victoire en mai 45 et de l'ambiance ?*

Dans les rues du XX<sup>e</sup>, les gens ont dansé, il me semble, pendant trois jours et trois nuits. A chaque coin de rue on dansait ; dans chaque petit café, et il y en avait beaucoup à cette époque, on dansait accompagné d'un accordéoniste ou d'un petit violoneux. Moi je n'avais pas tellement le cœur à danser malgré mes dix ans, j'attendais des nouvelles de mes parents, de ma famille ; mais je dois dire que c'était la liesse populaire, les gens étaient tellement heureux. Il y avait des drapeaux tricolores aux fenêtres, tous ceux qui avaient pu en confectionner un, l'avaient accroché. C'était une ambiance d'après guerre ; les gens attendaient le retour des leurs, les femmes celui de leurs maris prisonniers ; c'était l'attente mais aussi la joie de ne plus avoir la guerre chez nous.

*Quand as-tu eu des nouvelles de ta famille ? As-tu vu revenir des déportés ?*

Des nouvelles je n'en ai pas eu, bien entendu. Lorsque ma sœur a appris qu'à l'hôtel Lutétia , des déportés arrivaient, nous y sommes allées, munies de la photo de nos parents ; l'image que je garde quand nous sommes arrivées, c'est celle de fantômes ; les hommes qui revenaient ressemblaient à des fantômes, des zombies, avec les yeux exorbités, vides. Ils pesaient entre 27 et 33 kilos, c'était terrible. J'ai commencé à demander : « Est-ce que vous avez des nouvelles de... », et ma phrase ne s'est pas terminée, j'en garde une vision d'horreur . Certains m'ont caressé les cheveux qui étaient longs et bouclés mais nous avons senti qu'ils ne pouvaient pas parler.



**Enfants, pétales de vie incendiée  
Tapis de cendres sur l'Europe  
Ne les oubliez pas  
Ils avaient un visage**

**André Migdal**

Après, nous avons attendu. Un cousin revenu de Belgique, a raconté à mon oncle et ma tante , les chambres à gaz, les fours crématoires ; j'ai entendu, mais je ne pouvais pas imaginer à 11 ans que je ne reverrais plus jamais mes parents . Comme à cet âge on a une imagination débordante, je me suis inventé un tas d'histoires. Je m'endormais le soir en me disant : non, mes parents ont dû être libérés par les Russes, ils ont perdu momentanément la mémoire mais cela reviendra, je les reverrai. Et puis, au fil des mois il a fallu accepter, je ne les reverrais jamais.

Je suis restée dans le quartier avec ma sœur et ma grand-mère jusqu'en 1948 et je n'y ai vu revenir que quelques très rares déportés, mais ils ne parlaient pas ; ils ne pouvaient pas parler de l'indicible...

Témoignage recueilli  
par Claude SMADJA

### Avril 1942 : le procès de la Maison de la Chimie

Le 15 avril 1942, va s'ouvrir à la Maison de la chimie (rue Saint-Dominique, à Paris), le deuxième procès des Bataillons de la jeunesse. L'acte d'accusation concerne vingt-sept combattants. Trois d'entre eux habitaient le XX<sup>e</sup> arrondissement. A l'issue de ce procès, vingt-cinq des vingt-sept accusés sont condamnés à mort. Simone Schloss<sup>1</sup> voit sa condamnation à mort commuée en déportation à vie. Et pourtant, le 2 juillet 1942, elle sera décapitée à la hache par les nazis à Cologne. Fille d'un ébéniste, Simone Schloss était une jeune ouvrière qui s'instruisait sans cesse et une militante active du Parti communiste. Elle avait déjà été condamnée le 8 février 1941 pour distribution de tracts.

Karl Xhoznhar était né le 20 décembre 1924 à Hedelfingen dans le Wurtemberg. Son père était allemand et sa mère française. Interné dans un camp de concentration, sous le régime nazi, son père sera abattu en 1934 « pour tentative de fuite ». Après ce drame, Karl et sa mère viennent en France. Admis au lycée Rollin, Karl est en classe de troisième lorsque les Allemands envahissent notre pays. Il prend part à la manifestation des étudiants sur les Champs-Élysées, le 11 novembre 1940, puis s'engage dans la Résistance.

Karl et sa mère habitent au 6 rue Etienne Marey, dans le XX<sup>e</sup> arrondissement. Le concierge de l'immeuble, Pierre Leblois, a récupéré des grenades, des explosifs et des armes pendant la débâcle de l'armée française. Les armes sont graissées, enroulées dans du linge et cachées dans la cave. Ce sera le dépôt du groupe Karl Xhoznhar. Devant le tribunal qui le condamne à mort, Karl se leva et dit d'une voix ferme : « Je mourrais comme mon père : pour la liberté, pour la France, pour l'Allemagne ! ». Pierre Leblois, le concierge qui entreposait les armes dans sa cave n'était pas communiste. Courageux patriote, il fut l'un des vingt-cinq condamnés à mort du sinistre procès de la Maison de la chimie.

### Jules Dumont

Jules Dumont est une grande figure de la lutte antifasciste d'avant 1939 et de l'Occupation jusqu'à ce jour du 15 juin 1943 où il tombera sous les balles du peloton d'exécution de l'armée allemande. Cet officier de l'armée française est né le 1<sup>er</sup> janvier 1888 à Roubaix. Lors de la Première Guerre mondiale, il se bat dans la Somme, à Verdun, puis sur le front de Salonique. Il termine la guerre comme capitaine, décoré de la Légion d'honneur. Démobilisé, il s'installe au Maroc. Révolté par l'injustice sociale en général et tout particulièrement par le colonialisme, il prend la défense du peuple marocain. Après avoir purgé trois mois de prison, il revient à Paris. Le 18 juillet 1936, éclate la Guerre d'Espagne. Le communiste Jules Dumont s'engage dans les Brigades internationales pour défendre la liberté à la tête du bataillon Commune de Paris, puis de la brigade La Marseillaise qu'il commandera jusqu'à son retour en France. Pendant l'Occupation, c'est sous le nom de Journet que le colonel Dumont avait loué un appartement 5 avenue Debidour dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement. C'est dans ce local que France Bloch-Sérazin, jeune chercheuse en chimie, fabriquait bombes, grenades et bouteilles



<sup>1</sup> Elle habitait au 20-22 rue Dénoyer.

incendiaires<sup>1</sup>.

Le 25 novembre 1941, la police de Vichy découvre ce « laboratoire », où d'après les archives de la police allemande, les policiers auraient trouvé « une machine infernale, 45 charges de tolite avec détonateurs et cordons brickford, 250 charges de dynamite, une dizaine de bombes incendiaires, 20 bouteilles d'essence, de l'acide sulfurique, du chlorate de potasse, 150 revolvers et des munitions ». Après la découverte du « laboratoire », l'état se ressert autour de Jules Dumont. Par mesure de sécurité, il est décidé de le mettre à l'abri. Début 1942, sa mise au vert prend fin. Il est désigné pour prendre la direction militaire des Francs-tireurs et partisans de sa région natale, le Nord-Pas-de-Calais. Jules Dumont tombera sous les balles d'un peloton d'exécution nazi, le 15 juin 1943 au Mont Valérien.

## Mort d'Henri Louvigny sur la barricade de la rue de la justice

Le 24 août 1944, une colonne de SS, ayant poussé jusqu'à Bagnolet, avance sur le boulevard Mortier. Le groupe FTP de Saint-Fargeau, qui défend la barricade à l'angle de la rue de la Justice et du boulevard Mortier, ouvre le feu. Le combat s'engage. Profitant du brouillard matinal, les SS avancent à proximité de la barricade et lancent des grenades. Peter Menden intercepte deux grenades et les renvoie sur les SS. La troisième éclate à terre, tuant le commandant Louvigny âgé de vingt-huit ans<sup>2</sup> et blessant grièvement Peter Menden, qui survivra à ses blessures. Après la guerre, cet antifasciste allemand engagé dans la Résistance retournera dans son pays.



## Prise d'un train allemand, gare de Ménilmontant

Peter Menden appartenait au groupe FTP de Saint-Fargeau, commandé par Henri Louvigny. Le 23 août 1944, il reçoit une mission très importante du commandement des FTP. Un transport militaire allemand, qui doit ravitailler, dans Paris, les troupes du général Von Choltitz, est bloqué dans le tunnel du chemin de fer de petite ceinture, près de la station Ménilmontant. Depuis vingt-quatre heures, les FFI empêchent le train et son escorte de passer. Un parlementaire envoyé par les FFI pour demander aux soldats de se rendre a été tué. Brandissant un drapeau blanc, Peter Menden se rend vers la sortie du tunnel. En deux ou trois bonds, il se trouve placé entre la locomotive et premier wagon, et réussit à se mettre à l'abri des salves tirées du train. Levant bien haut son drapeau blanc, il parle aux soldats. Malgré les rafales des fusils mitrailleurs qui entrecoupaient ses appels, Peter Menden les renouvelle pendant plus de vingt minutes. Puis des pas résonnent dans le tunnel, trois ombres se profilent, noires de suie, l'air exténué : un feldwebel (adjudant) et deux soldats disposés à parlementer. C'est ainsi que vingt-huit soldats de la Wehrmacht furent faits prisonniers et que les armes prises allaient servir à la Résistance...

Henri MEILLAT

1. Arrêtée le 13 mai 1942 par la police française. Elle sera déportée en Allemagne et décapitée à la hache à Hambourg le 12 février 1943. Une plaque rue Monticelli dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement, rappelle sa mémoire.  
2. Une plaque commémorative, à la mémoire d'Henri Louvigny a été apposée au 63-67 boulevard Mortier.

# LA VIE POLITIQUE MUNICIPALE DE PARIS

## A LA LIBERATION

25 août 1944 : Paris est enfin libéré par les troupes françaises de la 2<sup>e</sup> Division blindée du Général Leclerc. Le gouverneur allemand de Paris, le général von Choltitz, signe solennellement ce jour-là la capitulation sans conditions mettant fin à de durs combats dans les différents arrondissements, entamés le 19 août à la Préfecture de police.

Le lendemain, le Général de Gaulle, chef de la France libre et du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), la voix de la Résistance face à l'occupant allemand pendant les quatre années de l'occupation, défile sur les Champs-Élysées devant des milliers de Parisiens enthousiastes venus acclamer leur libérateur. Il reçoit ce jour-là la légitimation du peuple de Paris qui le reconnaît comme le chef de la France libérée.



Après le temps des combats et de la résistance vient le temps de la Libération et de la reconstruction. Paris panse ses plaies, reconstruit ses logements détruits, se refait une société et une vie culturelle, se redonne des institutions et un pouvoir politique. A ce titre, chaque arrondissement se met à la tâche de reconstruire sa propre société de quartier.

Lors des combats, un Comité parisien de Libération (CPL) se forme. Il rassemble des personnes d'origines politiques diverses, ayant toutes une activité dans la Résistance. Il est présidé par André Tollet, représentant de la Confédération générale du travail (CGT), et membre du Parti communiste. Il se crée un Comité par arrondissement qui entreprend la reconstruction de la vie politique parisienne mise sous silence pendant les quatre années d'occupation. Et pour la reconstruire, il faut dans un premier temps reconstituer les conseils d'arrondissement et le Conseil municipal parisien. Pour pouvoir les reconstituer, il faut trouver le personnel politique « fiable » qui va pouvoir les gérer.

C'est ainsi que lors de la séance du Comité parisien de Libération tenue le 21 novembre 1944, André Tollet, en réponse à une lettre de Jean Mons, secrétaire général de la Seine, demandant au CPL de fournir un avis sur les anciens élus restés fidèles à leur devoir et sur les personnes susceptibles d'être désignées dans chaque arrondissement,

indique que les résolutions adoptées par le CPL sont soumises à l'Assemblée consultative provisoire. Il est fait état d'une protestation du Comité local de Libération (CLL) du XX<sup>e</sup> arrondissement, présidé par le communiste Raymond Bossus, qui s'élève contre le fait que les Assemblées municipales soient désignées et non élues et que leur président soit également désigné par le gouvernement. Ce CLL demande que, dans l'attente des élections, le CPL continue à gérer les affaires administratives et politiques de Paris en intégrant dans son sein des membres des CLL afin d'élargir les commissions.

A partir du début de décembre 1944, le CPL commence à examiner les candidatures des anciens élus et les propositions des CLL pour la désignation des Assemblées provisoires.

Deux propositions de résolution sur la réforme du statut de la capitale sont rapportées à partir du 1<sup>er</sup> mars 1945 par Georges Marrane, membre du Parti communiste :

- Une proposition de Marrane et Tollet tendant à donner aux arrondissements parisiens une autonomie municipale leur permettant de gérer les intérêts locaux. Ils proposent de créer un Conseil administratif de la Ville de Paris qui pourrait émettre des vœux relatifs à la gestion des services communs ou à l'exécution de certains projets d'intérêt collectif et serait appelé à donner son avis sur toutes les questions intéressant l'ensemble des communes constituant la ville de Paris.
- Un contre-projet du gaulliste Léo Hamon et du socialiste André Le Troquer s'opposant au projet communiste qui consiste à faire de Paris vingt communes, vingt cités séparées avec un budget autonome, qui risqueraient de s'opposer. André Le Troquer affirme qu'il y a « des Bellevillois, des Montmartrois, des Picpusiens, mais plus de Parisiens » et prend la défense du Conseil municipal de l'entre-deux-guerres auquel il appartient. Pour Léo Hamon, il faut instaurer le scrutin proportionnel, afin de libérer les conseillers municipaux de l'« esclavage des quartiers ». Il s'oppose à l'élection des maires et des maires-adjoints d'arrondissement, qui leur donnerait de trop grands pouvoirs. Il propose simplement qu'ils soient désignés au moment de chaque renouvellement électoral par le préfet de la Seine, après avis du Conseil municipal de Paris, en respectant les tendances politiques qui se sont manifestées dans l'arrondissement au cours de la consultation électorale, tout en tenant compte des propositions des organisations dont les listes auraient recueillis le plus de suffrages.

Cette dernière proposition, qui répond plus directement à la demande du gouvernement, est adopté par 110 voix contre 79. L'échec de la réforme s'explique par la crainte du gouvernement devant l'importance du poids communiste à Paris à la Libération, notamment dans le XX<sup>e</sup> arrondissement. On a déjà noté l'importance de la représentation communiste au CPL. De plus, de nombreux maires d'arrondissement mis en place après les journées d'août 1944 appartiennent au PCF, à commencer par Raymond Bossus, maire du XX<sup>e</sup>. En outre, pendant l'hiver 1944/1945, émerge au CPL une langue « révolutionnaire », une attitude d'affrontement avec le gouvernement, au cours de séances consacrées pour moitié aux questions politiques : épuration, pouvoirs locaux, question de la trêve. Le gouvernement ne veut pas risquer de donner des libertés municipales complètes à Paris et de se retrouver ensuite avec un pouvoir communiste.

Le 12 mars 1945, par décret gouvernemental pris à la suite des discussions des CLL et du CPL, l'Assemblée municipale provisoire est constituée. Les conseillers, qui n'ont pas

été nommés en 1941, demandent leur réintégration arrondissement par arrondissement. Seize au total sont dans ce cas, dont Raymond Bossus et Emmanuel Fleury pour le XX<sup>e</sup>. Les CLL – dont les membres doivent considérer qu'ils sont tout désignés pour fournir les futurs conseillers municipaux – sont peu favorables à la réintégration des anciens élus. Par exemple, Alphonse Loyau, élu du quartier du Père-Lachaise, modéré, ne réintègre pas le Conseil municipal du XX<sup>e</sup> car ses actes de Résistance paraissent insuffisants aux autres membres du CPL.

Compte tenu des quinze réintégrations et des cinq nominations de conseillers communistes en remplacement des élus fusillés, trente-sept sièges restent à pourvoir. A partir du 9 janvier 1945, les membres du CPL discutent les propositions des CLL, en essayant de combiner la représentativité des organisations de Résistance et les tendances politiques des arrondissements exprimées avant la guerre. Ces nominations entraînent un gauchissement de la représentation municipale par rapport à l'avant-guerre : les comités locaux, qui proposent les candidats, sont en effet dominés par les représentants des partis et mouvements de gauche. Ce gauchissement est toutefois moindre que celui souhaité par les comités locaux.

L'Assemblée municipale provisoire (quatre-vingt-cinq membres) ne siège qu'une seule session, du 20 au 30 mars 1945, soit quatre séances. Elle porte à sa présidence à l'unanimité (quatre-vingt-trois voix sur quatre-vingt-trois) le socialiste André Le Troquer. Elle est ainsi composée de 32 communistes et membres du Front National, 16 socialistes et proches, 6 radicaux, 22 modérés et 9 démocrates-chrétiens.

Les élections municipales sont fixées au 29 avril 1945. Pour la première fois, les élections municipales ne se déroulent plus dans le cadre des quartiers parisiens, mais au scrutin proportionnel, selon le vœu de Léo Hamon et de André Le Troquer. Les quatre-vingt-dix conseillers municipaux sont élus dans six secteurs (le sixième secteur regroupe les XII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements et a dix-sept conseillers)

Le nouveau mode de scrutin est critiqué, car il avantage considérablement les partis de gauche, au détriment des modérés. Le 3 mai 1945, le Bureau politique du PCF proteste contre la complexité et les injustices du système parisien. Le nombre de listes est très élevé : 108 au total, dont quatorze dans le sixième secteur. Toutes les grandes tendances politiques sont représentées : modérés, communistes, socialistes, anciens militants du Parti social français, Fédération républicaine, MRP, mouvements issus de la Résistance, etc...)

### **Résultats des élections municipales de 1945 dans le XX<sup>e</sup> arrondissement<sup>1</sup>**

PCF : 43,28 % (*en hausse par rapport aux élections de 1935*)  
– *grand vainqueur – un des meilleurs scores des élections de 1945*  
SFIO : 15,46 % (*stable*)  
Résistance : 12,88 % (*nouveau*)  
MRP : 12,72 % (*nouveau*)  
Modérés : 10,34 % (*en déclin*)  
Radicaux : 4,96 % (*en net déclin*)  
Divers : 0,35 %

Le 19 juin 1945, le nouveau Conseil municipal provisoire se réunit pour la première fois. Raymond Bossus, maire du XX<sup>e</sup> arrondissement, devient le président du groupe

---

1. L'élection d'Eugène Fiancette (*Réconciliation nationale*) dans le sixième secteur a été annulée.

communiste, le plus important de la majorité. André Le Troquer reste président du Conseil (quatre-vingt-quatre voix sur quatre-vingt-six) jusqu'en juin 1946.

De la Libération aux municipales de 1947, ce sont les formations de gauche qui dominent la représentation municipale de Paris, singularité de l'histoire politique de Paris au XX<sup>e</sup> siècle. De 1945 à 1947, cette majorité prône des mesures tendant à un contrôle public sur l'économie : elle adopte le 12 juillet 1945 un vœu de Léo Hamon demandant une ordonnance qui autoriserait les collectivités locales à dénoncer les marchés et les conventions conclus pour l'exploitation de leurs services publics, en demandant la suppression de la concession de la Compagnie du gaz de Paris et de la Compagnie parisienne d'Electricité, en votant le principe d'une régie autonome des transports parisiens et en demandant, le 12 juillet 1946, la création d'une régie des Halles centrales, mesure considérée comme propre à résoudre les difficultés de ravitaillement qui préoccupent alors le Conseil.

Les travaux du Conseil sont en grande partie consacrés aux problèmes de politique urbaine. A la Libération, le Conseil se donne deux objectifs :

- 1) Trouver le plus rapidement possible une solution au problème du logement à Paris et dans sa banlieue.
- 2) Il faut établir un projet d'aménagement de Paris, en vue d'une réalisation à longue échéance.

En 1946, la crise du logement à Paris est « une crise profonde d'une désastreuse portée sociale ». En effet, « il n'est pas exagéré de rattacher à la pauvreté et souvent à la détresse de nos logements la plupart des fléaux qui ruinent le moral et la santé de nos populations. » Le préfet estime nécessaire de construire par an entre 8000 et 10000 logements à Paris pendant dix ans et autant en banlieue.

La seconde phase devra donc être entreprise sur des terrains servant de chantiers ou de dépôts de matériaux et à l'emplacement des maisons basses à un étage qui subsistent encore le long des boulevards extérieurs du XX<sup>e</sup> arrondissement par exemple. La construction de grands immeubles est approuvée par le Conseil municipal. Des îlots insalubres tel que le n° 11 - Père-Lachaise - XX<sup>e</sup> arrondissement - 414 maisons - 16276 habitants sont aménagés.

Entre 1945 et 1947, aucun plan d'aménagement n'est discuté au Conseil municipal. Les discussions sont purement informelles. L'essentiel des discussions des conseillers municipaux sont essentiellement théoriques et tournent autour de deux questions : où loger les Parisiens ? Que conserver à Paris ?

Benoît DELFOLIE

## Bibliographie

- BERNARD Jean-Pierre, *Paris rouge 1944-1964. Les communistes français dans la capitale*, Seyssel, Champvallon, 266 p.
- NIVET Philippe, *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, dir. Antoine Prost, Université de Paris I, 1992, 331 p.
- ROUSSIER, *Conseillers municipaux et généraux*, 1957.

# LES CONSEILLERS MUNICIPAUX

## DU XX<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT EN 1945

### BOSSUS (Raymond, Marcel)

Né le 25 juillet 1903 à Paris (XI<sup>e</sup>), il est le fils de Jacques Bossus, terrassier devenu ensuite petit restaurateur commerçant en vins, et de Marie Jacquemet, journalière.

Tourneur, puis marin, puis ouvrier du bâtiment, il adhère au Parti communiste en 1925, ainsi qu'à la CGTU. Secrétaire à la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), il entre à la Commission exécutive de la 13<sup>ème</sup> région fédérale du Bâtiment, devient permanent en 1929 et accède en 1930 au secrétariat de la Fédération unitaire du Bâtiment. En 1935, il est affecté à la Commission d'organisation de la CGTU.

Elu conseiller municipal de Vitry-sur-Seine en 1929 sur la liste du Parti communiste, il est élu conseiller municipal du quartier de Charonne dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 1935, après avoir été candidat en 1932 à une élection partielle dans ce quartier. Il dirige en 1938-1939 un journal, *l'Eveil du XX<sup>e</sup>*.

Liberté- Egalité- Fraternité RÉPUBLIQUE FRANCAISE Liberté Egalité- Fraternité

---

## A LA POPULATION DU XX<sup>e</sup> ARROND<sup>T</sup>

LA MUNICIPALITE DU XX<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT EST AINSI COMPOSEE :

**MAIRE :**  
**Raymond BOSSUS**  
Prisonnier évadé. Conseiller municipal de Paris

**Maire-Adjoint :**  
**Gabriel CITERNE**

**ADJOINTS:**  
**Auguste SOUCHET**  
**Mme Simone BOISSON**  
**Henri DILLOT**  
**CAILLARD**

*La Municipalité mettra tout en oeuvre pour assurer, malgré les innombrables difficultés de la période actuelle, la bonne marche des différents services publics et le ravitaillement de la population.  
Dès ce jour, la Mairie et ses annexes sont à nouveau ouvertes au public.*

Paris, le 24 Août 1944

Le Maire: Raymond BOSSUS      Le Maire-Adjoint: Gabriel CITERNE  
d'après un original: affiche annonçant la nouvelle municipalité dès la Libération de la Mairie

A l'issue du congrès d'Arles du Parti communiste (1937), il entre à la Commission centrale de contrôle politique et dirige à ce titre le service d'ordre du Parti jusqu'en 1939. Il entre au secrétariat de la Région communiste Paris-ville en 1937.

Mobilisé en août 1939, il perd son mandat de conseiller municipal, suite à son refus de renier l'activité du PC et de condamner le Pacte germano-soviétique. Blessé au combat et fait prisonnier par les Allemands en 1940, il s'évade d'un camp et rentre en France le 21 juin 1943. Il assure alors la direction du Parti communiste clandestin dans la région parisienne avec un collectif comprenant Carrel (Front national), Tollet (syndicats) et Ouzoulias (Action militaire). Sur le plan syndical, il met en place les Unions départementales dans la zone nord.

Dirigeant de l'insurrection parisienne en août 1944, il est élu le 14 septembre 1944 président du Comité local de Libération du XX<sup>e</sup> arrondissement.

Le 3 décembre 1944, il est réélu au comité régional Paris-Ville dont il devient le secrétaire politique. Maire du XX<sup>e</sup> arrondissement, il choisit de réintégrer le Conseil

municipal lors de la formation de l'Assemblée municipale provisoire (il est nommé maire honoraire du XX<sup>e</sup> arrondissement par décret du 2 juin 1945). Réélu en 1945 et aux élections suivantes dans les secteurs comprenant le XX<sup>e</sup> arrondissement (6<sup>ème</sup> en 1945 puis 9<sup>ème</sup>), il préside le groupe communiste au Conseil municipal et se présente à de nombreuses reprises à la présidence du Conseil.

Secrétaire politique du Parti communiste de la Région Paris-Ville jusqu'en 1947, il est membre de son Comité central, de 1945 à 1950. Il est candidat, sans succès, aux législatives d'octobre 1945, de juin et de novembre 1946 dans la 1<sup>ère</sup> circonscription de la Seine, sur la liste conduite par Florimond Bonte. Au sein du Conseil municipal, il appartient de 1945 à 1947 à la 3<sup>ème</sup> Commission et préside jusqu'en 1947 la Commission des prisonniers, déportés et anciens combattants. Il est également membre de la Commission d'étude concernant la lutte contre la prostitution.

Raymond Bossus meurt le 6 février 1981 ; il a été incinéré au Columbarium du Père-Lachaise.

### **DOUTREIX (Roger, Alphonse-Eugène)**

*Né le 29 juin 1915 à Paris (XVIII<sup>e</sup>), il est le fils d'Henri Doutreix, mouleur sur cuivre, et d'Antoinette Schreiner, couturière puis femme de ménage. Sa carrière professionnelle se déroule aux postes, où il est d'abord commis puis contrôleur des PTT.*

Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier de guerre. A la Libération, il appartient au Comité local de Libération du XX<sup>e</sup> arrondissement. Mais il ne deviendra conseiller municipal du XX<sup>e</sup> arrondissement qu'en 1951, à la suite de la démission de Madeleine Marzin, élue député. Il perdra son poste en 1953. Au sein du Conseil municipal, il est membre de la 3<sup>ème</sup> Commission et de la Commission mixte du travail et du chômage.

### **FLEURY (Emmanuel)**

*Né le 18 juin 1900 à Orches (Vienne), il est le fils de Jules Fleury, cultivateur, et d'Honorine Pillaut. Il quitte l'école à l'âge de douze ans et travaille comme ouvrier agricole avant de rejoindre la capitale pour être employé de commerce.*

En 1919, il adhère au Parti socialiste, milite en faveur de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et est membre du Parti communiste après le Congrès de Tours. Il milite à partir de 1922 à Bagnolet, sous l'influence de Paul Coudert, futur maire de la commune et conseiller général de la Seine. Il entre en 1923 à l'administration des PTT comme facteur au bureau central du XX<sup>e</sup> arrondissement et se consacre essentiellement à l'action syndicale, dans laquelle il côtoie Henri Gourdeaux. Révoqué en juin 1929, il sera réintégré dans son emploi le 21 janvier 1936.

Entre temps, la CGTU l'a rémunéré comme permanent syndical. Le congrès de la Fédération postale unitaire, réuni à la Bellevilloise en mai 1930, l'élit secrétaire technique du syndicat des sous-agents. Il assiste comme délégué de la Seine et de sa Fédération à plusieurs congrès nationaux de la CGTU. Après la réunification de la Fédération postale le 1<sup>er</sup> décembre 1935, il devient secrétaire régional des employés des PTT pour la région parisienne et membre de la Commission exécutive de la nouvelle Fédération postale CGT. Alors qu'il en est, depuis le 27 février 1938, secrétaire général, il est exclu de la CGT en septembre 1939 pour avoir refusé de désapprouver le Pacte germano-soviétique.

Il a été candidat communiste aux municipales de 1929 dans le quartier Saint-Fargeau du XX<sup>e</sup> arrondissement, puis dans le même quartier, aux partielles d'octobre 1930. Il s'est

présenté aux législatives de mai 1932 dans la première circonscription du XX<sup>e</sup> arrondissement, puis aux municipales de 1935. Il a été élu conseiller municipal aux élections partielles de juin 1936 organisées dans le quartier de Saint-Fargeau. Le gouvernement le déchoit de son mandat le 21 février 1940 pour appartenance au Parti communiste.

Emprisonné au camp de Fort-Barraux (Isère), il s'en évade en septembre 1940 et participe au groupe clandestin des syndicalistes communistes des PTT. En septembre 1943, il reconstitue la Fédération CGT des PTT clandestin et il est chargé par le Parti communiste de superviser l'interbranche 4 des Comités populaires (PTT).

Après la guerre, il devient secrétaire général de la Fédération CGT des PTT de la région parisienne (1945-1946) puis président de la Fédération parisienne des PTT. Il est nommé en 1945 membre de l'Assemblée municipale provisoire, puis est élu conseiller municipal dans le sixième secteur (XII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements) aux municipales de 1945 et dans le neuvième secteur (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements) de 1947 à 1965.

Au Conseil municipal, après 1945, il est vice-président de la deuxième Commission de 1945 à 1947 et rapporteur des sapeurs-pompiers, puis il appartient à la deuxième Commission où il est plus particulièrement chargé des questions de la Bourse du Travail et intervient au nom des communistes lors de la discussion du budget de la police. Il appartient également à la Commission mixte du travail et du chômage et, de 1945 à 1947, à la Commission spéciale d'étude concernant la lutte contre la prostitution.

## **MARZIN (Madeleine, Marie)**

*Née le 21 juillet 1908 à Loudéac (Côtes-d'Armor), elle est la fille de François Marzin, entrepreneur, et de Marie Morvan, débitante. Elle est reçue à l'École normale de Saint-Brieuc en 1926 et en sort en 1929. Institutrice à Paris et en région parisienne jusqu'en 1942, elle adhère au Parti communiste en 1932. Militante syndicaliste, elle est trésorière du Syndicat unitaire de l'enseignement de la Seine en 1933-1934. Professeur à l'Université ouvrière, en 1937, elle est élève de l'école centrale du Parti communiste.*

En novembre-décembre 1940, elle signe le *Manifeste aux instituteurs et institutrices de France*, avec Jeanne Ethève. Arrêtée en juin 1942 à la suite d'une manifestation contre l'occupant, elle est condamnée à mort le 23 par le tribunal spécial pour « association de malfaiteurs et complicité d'assassinat » et détenue à la Roquette. Comme elle est la première femme condamnée à mort sous l'Occupation pour raisons politiques, les autorités reculent et sa peine est commuée le 22 juillet en prison à vie. Détenu à Fresnes, elle réussit à s'évader en août et elle rejoint alors dans l'Est de la France un groupe de FTP pour continuer la lutte. Elle contribue à la constitution des Comités féminins qui donneront naissance à l'Union des femmes françaises. Elle regagne Paris au moment de l'insurrection. A partir de 1945, elle n'enseigne plus et se consacre à une carrière politique.

Le Comité parisien de Libération la désigne pour représenter le XX<sup>e</sup> arrondissement à l'Assemblée municipale provisoire et elle est élue aux municipales de 1945 conseillère du sixième secteur. Elle se présente, sans succès, aux législatives d'octobre 1945 et de juin et novembre 1946 sur la liste communiste conduite par Florimond Bonte dans le troisième secteur de la Seine et aux élections au Conseil de la République de 1946.

Elle est secrétaire du Conseil municipal en 1946. Durant ces années, elle siège à la quatrième Commission. De 1945 à 1947, elle appartient également à la Commission de la famille et de la population et à la Commission d'étude d'une réforme du régime

administratif de Paris. C'est l'époque où elle œuvre en faveur de la création de crèches publiques et de colonies de vacances.

### **PELADAN (Emile, Henry, Auguste, Xavier)**

*Né le 15 mai 1912 à La Grand'Combe (Gard), il est le fils de Joseph Péladan, poseur au chemin de fer, et de Pauline Chabert. Il rejoint le mouvement socialiste dès son adolescence et appartient aux Jeunesses socialistes. Employé des PTT, il est, au sein de la Fédération postale, un ardent syndicaliste.*

Mobilisé en 1939, il fait la guerre au 103<sup>e</sup> RI. Il appartient ensuite au réseau Brutus puis au mouvement de résistance « Libération-Nord » dont il est président de la 20<sup>e</sup> section de Paris et secrétaire général adjoint. A la Libération, il est vice-président du Comité local de la libération du XX<sup>e</sup> arrondissement.

Il est élu membre du Comité exécutif fédéral et du Bureau fédéral de la SFIO en novembre 1944 et il est délégué aux jeunesses. Le 19 mars 1945, il remplace Roger Priou-Valjean comme secrétaire fédéral à la propagande. Le Comité parisien de Libération le désigne pour représenter le XX<sup>e</sup> arrondissement à l'Assemblée municipale provisoire. Il est élu aux élections municipales de 1945 dans le sixième secteur. Il se présente sans succès aux élections législatives de novembre 1946 dans le troisième secteur.

Au Conseil municipal, il est de 1945 à 1947 vice-président de la Commission du budget et du personnel, vice-président de la deuxième Commission et secrétaire de la Commission mixte des transports.

### **SAINT-BASTIEN (Eugène, Pierre)**

*Né le 6 janvier 1905 à Boigneville (Seine-et-Oise), il est le fils de Bernard Saint-Bastien, journalier à Boigneville, et d'Eugénie Hurault. Garçon de café puis porteur de journaux, il adhère au PC en 1936.*

Il participe à la Résistance dans la clandestinité dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris et prend part à la libération de la capitale en août 1944 comme lieutenant FFI-FTP.

A partir de janvier 1945, il représente les Comités populaires au Comité parisien de la Libération. A ce titre, il est nommé membre de l'Assemblée municipale provisoire. Secrétaire politique de la section communiste du XX<sup>e</sup> arrondissement et membre du comité régional Paris-Ville, il est élu le 3 décembre 1944 par la conférence régionale. Il se présente, sans succès, aux municipales de 1945 dans le sixième secteur. Au Conseil municipal, il appartient à la cinquième commission.

Benoît DELFOLIE

### **Bibliographie**

- NIVET Philippe, *Dictionnaire des conseillers municipaux de Paris (1944-1977). Notices biographiques*, in *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977 (annexe)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, dir. Antoine Prost, Univ. de Paris I, 1992, 331 p.
- ROUSSIER, *Conseillers municipaux et généraux*, 1957.
- J. MAITRON et C. PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions Ouvrières, Éditions de l'Atelier, 43 volumes.

# LES ELECTIONS LEGISLATIVES

DU 21 OCTOBRE 1945

Le 21 octobre 1945 se déroulent les premières élections législatives depuis la fin de la guerre. Le XX<sup>e</sup> arrondissement est compris dans la troisième circonscription de la Seine qui regroupe les III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, X<sup>e</sup>, XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements. Elle regroupe donc les quartiers Est de la capitale, secteur où la population ouvrière est nombreuse et où le Parti communiste est implanté de longue date. La grande majorité des voix se répartit sur trois listes seulement : le PC, le MRP et la SFIO, les cinq autres listes ne dépassant jamais 7% des suffrages. A la différence des deux autres circonscriptions parisiennes dans lesquelles le MRP devance le PC, celui-ci arrive en tête dans la troisième : 34,58% contre 25,57%<sup>1</sup>.

Dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, l'écart entre le PC et le MRP est encore plus important : 39,72% contre 23,09%. Il est intéressant d'analyser les lieux de résidence des candidats de cette circonscription habitant le XX<sup>e</sup>. Les têtes de listes n°5 et 6 du Parti communiste, Raymond Bossus et Madeleine Marzin, habitent tous deux dans des Habitations à Bon Marché (HBM) situés boulevard Davout. Les n°3 et 6 de la SFIO résident rue Charles Cros (près de la porte des Lilas) et rue du Cambodge (près de la place Gambetta), soit dans un HBM et un immeuble du début du siècle. Contrairement à ces deux partis, le MRP ne compte parmi ses dix premières têtes de liste qu'une seule logeant dans notre arrondissement, Mme Gouffe (n°8 de la liste), vivant rue Belgrand dans un immeuble haussmannien. Ce parti est moins présent dans le XX<sup>e</sup> et préfère concentrer ses efforts dans le III<sup>e</sup> et le IV<sup>e</sup>, où il fait jeu égal avec le PC.

Au sein même de l'arrondissement, les résultats diffèrent d'un quartier à l'autre. A Belleville et Charonne, les résultats du PC sont au-dessus de la moyenne du XX<sup>e</sup> : 45 et 41% des suffrages exprimés. A Saint-Fargeau en revanche, ils ne représentent que 32%, ce qui s'explique par le caractère plus bourgeois de ce quartier. Le cas du Père-Lachaise est très particulier car il comprend, d'une part, l'îlot insalubre 11, où la population est très défavorisée, et de l'autre, des immeubles bourgeois à proximité de la place Gambetta. Il est nécessaire d'analyser les résultats à l'échelle du bureau de vote pour percevoir les contrastes de ce quartier. Considérons les deux bureaux situés dans la mairie. Dans le premier, les communistes totalisent 22% des voix, les socialistes 25% et le MRP 36% ; dans le second, le PC ne récolte que 9% des voix contre 30% à la SFIO et 41% au MRP. En revanche, dans l'îlot insalubre, le rapport de force est très différent. Dans les bureaux de la rue Tlemcen, le PC obtient la majorité absolue des suffrages : 52 et 57%. Ces contrastes se retrouvent dans une moindre mesure dans les autres quartiers. A Belleville, la liste communiste obtient plus de 50% des voix dans les bureaux 4 et 6 situés dans l'îlot insalubre n°7 (rue des Maronites et Julien Lacroix) ; en revanche, dans le reste du quartier, les taux se situent autour de 40%. Les résultats de la SFIO changent peu : entre 20 et 31%, le plus souvent autour de 25%. C'est entre le PC et le MRP que l'on constate les plus grandes variations. Dans les secteurs populaires comme les îlots insalubres, le premier

---

<sup>1</sup> Voir tableau n°1.

obtient environ 50% des voix, le second entre 15 et 20%. Dans les secteurs les plus bourgeois, les communistes obtiennent entre 20 et 30%, contre 30 % environ pour le MRP.

La répartition des opinions politiques est donc très contrastée dans le XX<sup>e</sup> arrondissement où les bastions communistes jouxtent des secteurs plus bourgeois dans lesquels ce parti est devancé par le MRP.

Emmanuel DEZÉ

**Les trois circonscriptions parisiennes<sup>2</sup>  
lors des élections législatives du 21 octobre 1945.**

	PC		SFIO		MRP		Suffrages exprimés
<b>1<sup>ère</sup> circonscription</b>	115 657	27%	90 469	21%	137 669	32%	429 633
<b>2<sup>e</sup> circonscription</b>	100 196	23%	81 516	18%	133 702	30%	443 068
<b>3<sup>e</sup> circonscription</b>	163 512	35%	111 153	24%	119 472	25%	472 773
<b>Dont XX<sup>e</sup> arr.</b>	38 837	40%	24 074	25%	22 586	23%	97 775

Source : *Bulletin municipal officiel*, 20 novembre 1945.

**Résultats par quartier aux élections législatives du 21 octobre 1945.**

	PC		SFIO		MRP		Suffrages exprimés
<b>Belleville</b>	10 018	45%	5 342	24%	4 362	19%	22 399
<b>Père-Lachaise</b>	10 218	38%	6 463	24%	6 610	25%	26 903
<b>Saint-Fargeau</b>	5 640	32%	5 462	26%	4 800	27%	17 552
<b>Charonne</b>	12 771	41%	7 708	25%	6 852	22%	30 818

Source : *Procès verbaux* des bureaux de vote de l'arrondissement (AD75, 28W 3).

**Sources**

*Bulletin municipal officiel*, 20 novembre 1945.

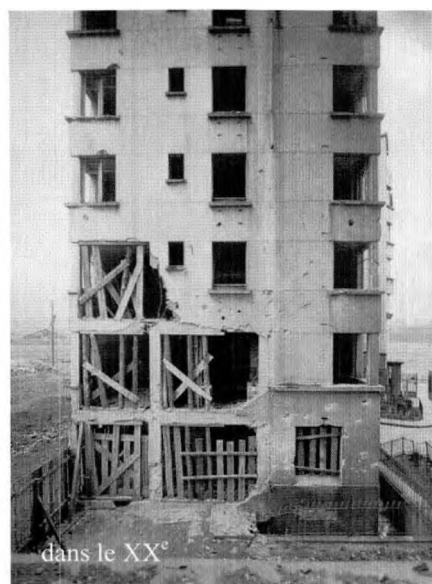
Archives de Paris, série 28W, carton 29W3.



<sup>2</sup> La première circonscription correspond à la rive gauche de la capitale, soit les V, VI, VII, XIII, XIV et XV<sup>e</sup> arrondissements. La deuxième aux arrondissements de l'Ouest, soit les I, II, VIII, IX, XVI, XVII et XVIII<sup>e</sup> arrondissements.

## LA REPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

Le XX<sup>e</sup> arrondissement, à l'instar de l'ensemble de la capitale, a été épargné par les combats ; néanmoins, un certain nombre de dommages de guerre y sont dénombrés. Ceux-ci sont dus, dans leur grande majorité, à un bombardement meurtrier qui frappe l'Est parisien, et tout particulièrement le quartier Charonne, dans la nuit du 26 au 27 août 1944. Un chapelet de bombes ravage un immeuble de la rue des Maraîchers, tout un bloc de la Cité Champagne et une partie de la rue de la Réunion. Les morts sont nombreux, notamment rue de la Réunion. Les dégâts matériels se recensent bien au-delà de ces quelques rues. Au 83, rue des Pyrénées un immeuble est détruit à 80 % ; le groupe scolaire Eugène Reisz, situé non loin de la porte de Montreuil, est sinistré et les autres quartiers de l'arrondissement sont aussi touchés. A Belleville, l'école de la rue de Tournelle est quelque peu endommagée. A Saint-Fargeau, le groupe scolaire Pierre Foncin a reçu une bombe de petit calibre. Alors que Paris fête sa libération, le XX<sup>e</sup> arrondissement panse ses plaies : le 27 au matin, de nombreuses personnes se retrouvent sans logement, l'hôpital de la Croix Saint-Simon est submergé de blessés et l'on recherche encore dans les gravats des proches, portés disparus.



Comment s'effectuent les réparations de ces dommages de guerre ? Quelle politique mène l'État en matière d'aide à la reconstruction ? Au sortir de la guerre, les finances publiques sont au plus bas et les dépenses prioritaires, en matière d'urbanisme, nombreuses : il s'agit de reloger au plus vite les habitants des villes entièrement détruites lors du débarquement, principalement le long du littoral normand ou breton. L'État ne peut donc pas prendre en charge toutes les reconstructions. Seuls les dommages majeurs sont pris en compte ; les réparations de moins de 3 000 francs demeurent entièrement à la charge du propriétaire, y compris lorsqu'il s'agit de biens publics. Ainsi, les écoles situées rue des Maraîchers et aux 40 et 42 rue des Pyrénées se voient refuser l'aide de l'État « en application du deuxième alinéa de l'article 36 de la loi du 26 octobre 1946 [...], le coût de la

reconstitution de ce bien ne dépassant pas 3 000 francs<sup>1</sup> ». Le ministère de la Reconstruction a refusé pour le même motif tout dédommagement à deux autres écoles, celles situées rue de Tournelle et rue Julien Lacroix. L'assistance financière de l'État ne couvre pas la totalité des travaux quand les dégâts sont importants. Par exemple, seuls 8 000 francs sont alloués pour la reconstruction du poste de sapeur pompier situé aux 93 et 95, rue des Pyrénées, alors que le montant des travaux est estimé à 56 000 francs.

Les indemnités, quand elles sont accordées, arrivent environ deux ans après la fin de la guerre, en raison du très grand nombre de dossiers à traiter. Les stigmates des combats restent donc présents aux yeux des parisiens qui constatent ici ou là les séquelles des bombardements ou des combats de rue de la Libération. Cela empêche le « retour à la normale » tant espéré après quatre années d'Occupation. Prenons le cas des écoles. Certaines ont subi des dommages mineurs et ont pu continuer à fonctionner normalement, comme celles de la rue des Maraîchers, de Tournelle ou Julien Lacroix ; en revanche, d'autres ont subi des dégâts plus importants : le groupe scolaire Eugène Reisz, boulevard Davout, bombardé le 26 août 1944, a reçu une indemnité de reconstitution de 15 000 francs le 6 novembre 1947 ; celui situé rue Pierre Foncin a perçu 6 845 francs le 30 octobre 1947. Dans ces deux cas, il semble qu'une partie des élèves, le temps que les travaux de remise en état aient été effectués, ait été envoyée dans d'autres établissements. Le plus souvent, ce n'est que vers la fin de l'année 1947 que l'on peut constater un retour progressif à la normale.

Néanmoins, quand les dégâts sont plus importants, il faut attendre jusqu'aux années 1950 pour percevoir la totalité des indemnités et pouvoir remettre toutes les installations en état. C'est le cas du groupe des Habitations à Bon Marché (HBM) situé entre les rues Paganini, Schubert, Charles et Robert, et le boulevard Davout qui a été partiellement détruit lors d'un bombardement dans la nuit du 3 au 4 mars 1944. Le versement des indemnités, qui s'est écoulé de 1946 au 28 octobre 1954, se monte au total à 2 855 420 francs, pour des travaux estimés à 5 366 452 francs par l'Office d'HLM de la Ville de Paris. Il aura donc fallu attendre au moins 10 ans pour que ce groupe d'HBM soit rénové et puisse à nouveau accueillir des locataires.

Au total, les Archives de Paris ont gardé trace de 38 dossiers traités par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme pour destruction totale ou partielle de biens immobiliers. Aucun quartier n'a été épargné par les dommages de guerre qui ont touché néanmoins davantage la moitié Sud de l'arrondissement, où le bombardement du 26 août 1944 a été particulièrement meurtrier.

Emmanuel DEZÉ

### Sources

Archives de Paris, série 50 W, cartons 578, 579, 580, 701, 726.

---

1. Lettre du délégué départemental adjoint pour les dommages de guerres, AD75, carton 50 W 579. Dossier : école maternelle 31 rue des Pyrénées.

## LETTRES DE FUSILLES

*La vie à en mourir*<sup>1</sup> est un recueil de cent vingt lettres de résistants et d'otages fusillés entre 1941 à 1944. Ce livre poignant rend hommage aux grandes figures de la Résistance : Jacques Decour, Guy Môquet, Jean-Pierre Timbaud et à d'autres combattants moins connus, tels que Félix Cadras, Michel Rolnikas, et Marcel Rayman, qui ont contribué à libérer le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris du joug nazi.

« Dans quelques heures, je ne serai plus de ce monde. On va être fusillés cet après-midi à 15 heures. (...) Au moment de mourir je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit », écrit Missak Manouchian, à la prison de Fresnes le 21 février 1944, quelques heures avant d'être exécuté au mont Valérien. Le responsable militaire des FTP-MOI, a été condamné à mort, une semaine auparavant par les Allemands, après avoir été arrêté le 16 novembre 1943 à Evry-Petit-Bourg par la brigade spéciale du commissaire Barrachin<sup>2</sup>. Son portrait figure sur « l'Affiche rouge » placardée dans toute la France pour accréditer l'idée que la Résistance c'est « l'armée du crime ». Sous sa photo en médaillon, on peut lire : « Manouchian, Arménien, chef de bande, 56 attentats, 150 morts, 600 blessés. » Dans sa lettre d'adieu comme dans celles des autres fusillés, on ne trouve aucun cri de haine ou d'appel à la vengeance. Tous ou presque, chantent la joie de vivre, tel le poète arménien : « Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la liberté et la paix de demain. (...) Le peuple allemand et tous les autres peuples vivront en paix et en fraternité après la guerre qui ne durera plus longtemps. Bonheur à tous ! »



### « Quand tu liras cette lettre... je serai mort »

Plus loin, Manouchian exhorte sa femme, Mélinée, à être heureuse, même sans lui : « J'aurais voulu un enfant de toi, comme tu le voulais toujours. Je te prie donc de te marier après la guerre, sans faute, et d'avoir un enfant pour mon honneur, et pour accomplir ma dernière volonté. » On retrouve la même sérénité à l'approche de la mort dans les dernières paroles de Marcel Rayman, fusillé en même temps que son compagnon d'arme, Manouchian<sup>3</sup> : « Ma chère petite maman, quand tu liras cette lettre, je suis sûr qu'elle te fera une peine extrême, mais je serai mort depuis un certain temps et tu seras consolée par mon frère qui vivra heureux avec toi et te donnera toute la joie que j'aurais voulu te donner », écrit Marcel Rayman avant de mourir à l'âge de 21 ans. Sous sa photo en médaillon sur l'Affiche rouge, on pouvait lire cette simple légende : « Juif polonais : 13 attentats ». Autre destin, mêmes mots, pour Félix Cadras, dirigeant communiste, entré en clandestinité après sa démobilisation et arrêté le 15 février 1942 au 119, boulevard Davout, dans le XX<sup>e</sup> arrondissement, par les brigades spéciales de la Préfecture de police. Il sera fusillé au mont Valérien le 30 mai 1942 avec Jacques Decour.

1. Guy Krivopissko, *La vie à en mourir, lettres de fusillés*, Editions Tallandier, 2003.

2. Lire les *Cahiers de Mémoire vivante* n° 1.

3. Lire l'entretien avec son frère, Simon, dans les *Cahiers de Mémoire vivante* n° 2, p. 23.

## « Les nouvelles qui percent les murs sont bonnes »



C'est dans sa cellule de Fresnes, que Félix Cadras apprend en mars 1942 la naissance de sa fille et réussit à entrer en contact avec sa femme : « La petite Georgette précède de quelques semaines une autre naissance qui va de nouveau changer le monde, celle de la France nouvelle pour laquelle depuis dix ans, sans répit ni trêve, je n'ai cessé de combattre avec force. » Il garde confiance dans l'issue de la guerre : « J'attends calmement le sort qu'ils me réservent, avec la tranquillité de ceux qui ont fait leur devoir et que rien ne peut effrayer. J'ai beaucoup d'espoir, car les nouvelles qui percent les murs les plus épais sont bonnes, très bonnes même. Tout peut aller très vite. » N'ayant pas été autorisé à écrire sa lettre d'adieu, l'ancien dessinateur en dentelle, originaire de Calais, écrit un dernier message à sa femme et à ses filles sur un mouchoir caché dans la doublure de son pardessus : « Vous pouvez être fières de moi. Je n'ai pas failli à mon idéal, à notre cause. Dites le bien à nos amis très chers. Je vous aime de tout mon cœur. Et si je dois mourir, jusqu'au bout vous serez près de moi mes chéries. »

## « La France va de nouveau porter le flambeau de la liberté »

Félix Cadras fait ensuite allusion à sa région natale, le Nord-Pas-de-Calais, zone rattachée à l'administration allemande de Bruxelles : « Dès maintenant, je suis sûr que ma chère cité<sup>1</sup> et ma province natale resteront françaises, et que la France éternelle va de nouveau porter le flambeau de la liberté à travers ce monde. » Quelques heures avant chaque exécution, les soldats allemands remettaient trois enveloppes aux condamnés à mort. Comme on l'a vu, ces lettres étaient le plus souvent adressées aux mères (la plupart des fusillés avaient 20 ans), parfois aux épouses, plus rarement aux enfants. Au-delà de la diversité des origines sociales, des engagements politiques ou des croyances religieuses de leurs auteurs, toutes expriment le même message d'amour pour les proches et de foi dans un idéal de liberté et de justice. C'est aussi le cas pour Michel Rolnikas, né en Lituanie et naturalisé Français en 1934. Cet avocat, démobilisé en 1940, assurait la défense des militants communistes frappés par la répression de Vichy et de l'occupant. Il est arrêté le 25 juin 1941 au 43, avenue Gambetta dans le XX<sup>e</sup> et interné au camp de Royallieu à Compiègne.

## « Une balle aura percé mon cœur, mais n'aura pas arraché mon idéal »

Michel Rolnikas sera fusillé au mont Valérien le 20 septembre 1941 avec onze autres militants communistes. La veille de sa mort, il adresse un dernier message à sa compagne, Isabelle Basserau : « Ma chère petite belle. (...) Lorsque cette lettre te parviendra, je ne serai plus en vie et tu l'auras probablement appris par les journaux. On est venu ce soir nous chercher, Pitard, Hajje<sup>2</sup> et moi-même, au camp de Royallieu, et on vient de nous annoncer à la prison de la Santé, où nous exerçons naguère notre profession, que nous allons être exécutés demain matin comme otages (...) Que c'est pénible de penser que l'on n'a plus que quelques heures à vivre ; alors que l'on est encore jeune, que l'on a que trente-trois ans



1. Calais.

2. Georges Pitard et Antoine Hajje ; tous deux avocats communistes seront fusillés en compagnie de Michel Rolnikas.

et que l'on est plein de joie de vivre », confie Michel Rolnikas à sa compagne, avant de conclure : « Dis à mes amis qu'une balle aura percé mon cœur, mais que l'on ne m'aura pas arraché l'idéal qui m'animait, pas plus que mon amour pour toi. »

John SUTTON

### **Une sculpture et un film dédiés aux fusillés du Mont-Valérien**

« *La France est un pays de mémoire et de commémoration. (...) Pourquoi seuls les fusillés du mont Valérien étaient-ils omis, ignorés ? Ces héros étaient devenus un long cortège d'ombres anonymes, comme autant de soldats inconnus de la Résistance française* », s'était ému en 1997 Robert Badinter, ancien ministre de la Justice. Le sénateur des Hauts-de-Seine dépose alors une proposition de loi pour que soit édifié, près de la célèbre clairière, un monument sur lequel seraient gravés les 1 006 noms des résistants et otages fusillés par les nazis entre 1941 et 1944. Six ans plus tard, le 20 septembre 2003, la sculpture commémorative, réalisée par l'artiste plasticien Pascal Convert, a été inaugurée officiellement. Sur les deux faces de cette simple cloche de bronze on retrouve notamment les noms d'Honoré d'Estienne d'Orves, officier de marine, de Michel Rolnikas, avocat d'origine lituanienne<sup>1</sup> ou de Claude Waroquier, chrétien engagé. Le sculpteur, Pascal Convert, est également l'auteur d'un remarquable documentaire, « Mont Valérien, au nom des fusillés ». Programmé initialement le 27 juin 2003, ce film a été retiré de l'antenne à la demande du ministère de la Défense, qui souhaitait - officiellement - qu'il ne soit pas diffusé avant l'inauguration du monument.

Le 26 novembre dernier, trente-neuf personnalités de la Résistance émues par cette intervention, adressaient une lettre ouverte au président de France Télévision, Marc Tessier, pour que le film soit diffusé et mis à la portée des établissements scolaires, car « il rend sensible à des Français de tous les âges et de tous les horizons un moment capital de l'histoire de leur pays ». Parmi les signataires de cette pétition, on relevait les noms de Germaine Tillion, Lucie et Raymond Aubrac, Marie-Jo Chombart de Lauwe, Maurice Kriegel-Valrimont, Cécile Rol Tanguy et Simon Rayman. Fort de cette mobilisation, « Mont-Valérien, au nom des fusillés », a finalement été diffusé le 9 janvier 2004 sur la chaîne Histoire. Mais, à la demande de plusieurs descendants de résistants fusillés, parmi lesquels Rose de Beaufort, fille d'Honoré d'Estienne d'Orves, sa diffusion a été précédée d'un avertissement rappelant que « la Résistance ne fut pas le fait des seuls communistes, juifs ou étrangers, mais de l'ensemble des mouvements unis dans le combat contre l'occupant nazi et le régime de Vichy, sans distinction d'appartenance politique ou de choix confessionnel ». Le réalisateur Pascal Convert récuse tout esprit partisan et dénonce un « faux procès ».

---

1. cf. *supra*.

# CHRONOLOGIE DE LA LIBERATION DE PARIS

## JUIN 1944

- samedi 3 Proclamation à Alger du Gouvernement provisoire de la République.  
mardi 6 Début du débarquement allié en Normandie.

## JUILLET

- vendredi 14 Manifestation de rues à Paris et en banlieue.

## AOÛT

- mardi 1<sup>er</sup> La 2<sup>e</sup> Division blindée française débarque en Normandie.  
mercredi 9 Arrivée à Paris de von Choltitz.  
jeudi 10 Grève des cheminots à Paris.  
mardi 15 Débarquement allié en Provence.  
jeudi 17 Laval quitte Paris pour l'Allemagne.  
vendredi 18 La radio et la presse collaborationnistes cessent leurs activités. Grève des PTT. Affichage de l'ordre de mobilisation générale signé Rol et de l'appel à l'insurrection des élus communistes de la région parisienne. Grève générale à l'appel de la CGT.  
samedi 19 Occupation de la Préfecture de police. Arrestation du préfet Bussière. Alexandre Parodi<sup>1</sup> place toutes les forces de la Résistance aux ordres du colonel Rol. Trêve à la préfecture de police.  
dimanche 20 Combats de rues. Les Américains à Fontainebleau. De Gaulle débarque à Cherbourg et se rend chez Eisenhower. Occupation de l'Hôtel de ville et arrestation du préfet Bouffet. Pétain quitte Vichy pour l'Allemagne. Le trêve est signée (9 h du matin). Arrestation d'Alexandre Parodi (15 h). Le COMAC<sup>2</sup> se prononce contre la trêve (*minuit*).  
lundi 21 Les combats de rues continuent malgré les ordres de trêve. Le CPL<sup>3</sup> propose de rompre la trêve (11 h). Le CNR<sup>4</sup> rompt la trêve (19 h). Mise en vente des journaux de la Résistance (19 h).  
mardi 22 Paris se couvre de barricades. Le général Bradley donne l'ordre au général Leclerc de marcher sur Paris (19 h).  
mercredi 23 Les combats de rues continuent. Von Choltitz donne l'ordre d'opérer le maximum de destruction sur Paris. La 2<sup>e</sup> DB fait mouvement en direction de la capitale. Von Choltitz menace d'attaquer avec des armes lourdes.  
jeudi 24 Les combats de rues continuent. le capitaine Dronne arrive à l'Hôtel de ville (20 h45) avec quelques chars.  
**vendredi 25** Von Choltitz signe **l'acte de capitulation** (15 h30). Reddition de points d'appui allemands (17 h-20 h). Le général de Gaulle est reçu à l'Hôtel de ville (19 h).  
samedi 26 Le général de Gaulle et les chefs de la Résistance sont acclamés par la foule, de l'Étoile à Notre-Dame (vers 15 h). Bombardement aérien de Paris (23 h45) : 50 morts, 400 blessés et 430 immeubles entièrement détruits.

---

1. Représentant du Gouvernement provisoire de la République pour l'ensemble des Territoires occupés.

2. Comité militaire d'action, né en février 1944 à l'initiative des mouvements de Résistance.

3. Comité parisien de Libération.

4. Comité national de la Résistance.

## IL HABITAIT NOTRE QUARTIER



Photo extraite du *Mémorial des enfants juifs déportés de France*, de Serge KLARSFELD.

Alfred SZYPER était né  
le 18 février 1930 à Paris.

Il habitait 44, rue des Pyrénées.

Il a fréquenté l'école  
40, rue des Pyrénées.

Il a été déporté avec sa mère et  
avec son frère qui avait 2 ans,  
par le convoi n° 68, le 10 février  
1944.

### UNE PLAQUE SERA APPOSEE

Le 24 mai 2003 à 10 heures

Au groupe scolaire 40, rue des Pyrénées

rappelant sa mémoire et celle de ses camarades  
assassinés à Auschwitz, parce que nés juifs.

Contre l'oubli, contre le négationnisme,  
Venez nombreux.

Comité « Ecole de la rue Tlemcen », 61 rue des Amandiers

*Invitation diffusée l'an dernier. Voir l'article ci-après.*

# CEREMONIE DE LA MEMOIRE AU GROUPE SCOLAIRE DE LA PLAINE

Le 24 mai 2003, poursuivant son œuvre de mémoire dans les écoles, le comité « Ecole de la rue de Tlemcen » a apposé de nouvelles plaques dans les groupes scolaires commémorant la disparition des enfants juifs morts en déportation. Au cours du conseil d'école, des représentants du comité sont venus présenter leur projet aux parents et enseignants des écoles du 9 et 11 rue de la Plaine.

Les enfants des deux écoles, accompagnés des enseignants, afin de sensibiliser les élèves, ont assisté, au cinéma, Place Gambetta, à la projection du film *Le sac de billes*, tiré du roman de Joseph Joffo. Des représentants du comité Tlemcen sont également venus dans les écoles pour parler aux élèves et répondre à leurs questions.

Le 24 mai, après la pose de plaques commémoratives aux écoles de la rue des Pyrénées, des Maraîchers et des Grands-Champs, le cortège se dirigea rue de la Plaine. En présence d'une assistance nombreuse de parents conviés pour la circonstance, une plaque principale fut dévoilée, sur le mur extérieur des deux écoles, dans la rue de la Plaine. Ensuite, une plaque portant les noms de six élèves ou anciens élèves de l'école de garçons 11 rue de la Plaine fut dévoilée dans le hall de l'école. Les archives de l'école de filles, 9 rue de la Plaine, n'ont pas été retrouvées. Malheureusement, le temps ne se mit pas de la partie et la suite de la commémoration qui devait se dérouler dans la cour des écoles, dut être déplacée dans le préau de l'école, 9 rue de la Plaine.

Les deux directrices, Mme Gouin et Mme Cordoliani firent une allocution sobre pour rappeler ce qui avait été fait avec les élèves des deux écoles. Ceux-ci participèrent à la cérémonie en interprétant trois chants de circonstance. Puis le président du comité Tlemcen, M. Zyguel, M. Rosenfeld, représentant la Mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement, et Mme Christienne, pour la Mairie de Paris, chacun à leur manière, présentèrent l'importance du souvenir pour les nouvelles générations, afin que l'antisémitisme et toutes les formes de racisme ne se renouvellent pas.

La cérémonie, devant une assemblée nombreuse et recueillie, se termina dans la cour de l'école par un lâcher de ballons munis d'une carte évoquant le nom des élèves disparus. Tandis que la foule se dispersait avec de graves réflexions, je ne pouvais m'empêcher de penser à la chanson de Jean Ferrat, *Nuit et Brouillard*.

*Le sang sèche vite en entrant dans l'histoire...  
Mais qui donc est de taille à pouvoir m'arrêter,  
Je twisterais les mots, s'il fallait les twister  
Pour qu'un jour les enfants sachent qui vous étiez.*

C'est en effet notre rôle, à nous adultes qui avons vécu cette période ou l'avons connue par nos parents qui nous l'ont transmise, de la faire savoir aux enfants, soit par des commémorations comme celle du comité Tlemcen, soit par notre association, pour que le souvenir reste vivace et qu'un jour la tolérance l'emporte et que ces heures sombres ne reviennent jamais.

Marius MOUETTE

## Liste des enfants figurant sur la plaque

Jacques CHAZMOWICZ (14 ans)	Serge LINIVER (14 ans)
Jacques KRAWIEC (7 ans)	Samuel LOÏS (17 ans)
Heinz LIEBSEN (15 ans)	Jean RAJCHMAN (13 ans)

## **BIBLIOGRAPHIE SUR LA LIBERATION DE PARIS**

La bibliographie sur ce sujet est abondante. En effet, la libération de Paris revêt un aspect exemplaire en raison de sa valeur symbolique et politique. Sur l'ensemble de la question, on peut toujours se référer à l'ouvrage déjà ancien, mais très complet, d'Adrien Dansette. La liste suivante se veut assez exhaustive pour les ouvrages concernant exclusivement la libération de Paris. Mais des récits et des commentaires de ces événements se trouvent aussi dans les innombrables ouvrages traitant de la France pendant la Seconde Guerre mondiale. On s'est également abstenu de proposer ici les périodiques, très nombreux qui ont publié des numéros spéciaux ou des articles sur ce sujet.

On sait que la libération de Paris n'était pas programmée par l'État-major d'Eisenhower qui voulait d'abord s'emparer d'Anvers et menacer la Ruhr avant le 15 octobre. Du côté allemand, le général von Choltitz l'avoue dans son autobiographie, on la redoutait, car le bastion parisien devait tenir pour permettre aux troupes en retraite de passer la Seine. En revanche, la délivrance de Paris était souhaitée par les résistants (FFI parisiens) et par de Gaulle lui-même, mais ils n'étaient pas d'accord sur les modalités de son déclenchement.

- Jean-Pierre ABEL, *L'âge de Caïn. Premier témoignage sur les dessous de la libération de Paris*, Paris, Editions nouvelles, 1948, 235 p.
- Alexandre ARNOUX, Louis CHAUVET, L. GABRIEL-ROBINET et Jacques de LACRETELLE, *La Libération de Paris*, Paris, OLB, 1945, 106 p. Ouvrage illustré de 150 photographies des plus célèbres photographes.
- Emmanuel d'ASTIER, *De la chute à la libération de Paris (25 août 1944)*, Paris, Gallimard, 1965.
- Bernard AURY, *La délivrance de Paris (19-26 août 1944)*. Arthaud, 1945, 128 p. Très nombreuses photographies.
- Jacques BAROZZI, *La libération de Paris*, Rennes, Ouest France, 1980, 190 p.
- Martin BLUMENSON, *Libération*, New York, Time-Life, 1978.
- Maurice BOISSAIS, *La semaine héroïque 19-25 août 1944*, La Flèche, Brodard, 1944, 64 p. Recueil de photographies consacrées à la libération de Paris.
- Pierre BOURGET, *Paris, année 44. Occupation, libération, épuration*, Paris, Plon, 1984, 512 p.
- Philippe BRETON (dir.) [Association nationale des anciens combattants de la Résistance], *La libération de Paris*, Denoël, 1964, 190 p.
- S. CAMPAUX, *La libération de Paris (19-26 août 1944)*, Paris, Payot, 1945, 278 p.
- Y. CAZAUX, *Journal de la libération*, Paris, Albin Michel, 1975.
- B. de CHEZAL, *A travers les batailles pour Paris*, Plon, 1945.
- Général Dietrich von CHOLTITZ, *Un soldat parmi les soldats*, Avignon, Aubanet, 1964.
- Maurice CLAVEL, *Combat de franc-tireur pour une libération.*, Paris, J.-J. Pauvert, 1968, 201 p.
- Collectif, *Jours de gloire. Histoire de la Libération de Paris*, Paris, SIPE, 1945, 142 p.
- Collectif, *La Libération de Paris, La Résistance par ceux qui l'ont faite*, Paris, Denoël, 1964.
- Collectif, *Paris Libéré*, Paris Flammarion, 96 p., 140 photographies et gravures.
- Larry COLLINS, Dominique LAPIERRE, *Paris brûle-t-il ?*, New York, Simon & Schuster Inc, 1965.
- Francis CREMIEUX, *La vérité sur la Libération de Paris*, Paris, Belfond 1971, 186 p. Témoignages de grands résistants.
- Pierre CRENESSE, *La Libération des ondes*, Paris, Berger-Levrault, 1944.
- Adrien DANSETTE, *Histoire de la Libération de Paris*, Paris, Fayard, 1946, 516 p.
- R. DUNAN, *Ceux de Paris, août 1944*, Genève, 1945.
- Raymond DRONNE, *La libération de Paris*, Paris, Presses de la Cité, 1970, 348 p.
- Edmond DUBOIS, *Vu pendant la libération de Paris, journal d'un témoin*, Lausanne, Payot, 1944, 110 p.

- Ferdinand DUPUY, *La libération de Paris vue d'un commissariat de police*, Paris, Librairies-Imprimeries Réunies, 1945, 56 p.
- Yvonne FERON, *Délivrance de Paris. La Résistance, les libérateurs, les chefs*, Paris, Hachette, 1945.
- Eddy FLORENTIN, Philippe RAGUENEAU, *Paris libéré, ils étaient là!*, Paris, France-Empire, 1994, 318 p.
- Charles-Louis FOULON, *La France Libérée*, Paris, Hatier, 1984.
- FRIZELL, *Six jours en août*, Paris, Flammarion, 1964.
- René GAILLARD (lieutenant FFI), *Pages de gloire. Libération de Paris 18-27 août 1944*, Paris, Hachette, 1944, avec 21 aquarelles de l'auteur.
- KIM Jacques (dir.) *La Libération de Paris. Les journées historiques du 19 août au 26 août 1944 vues par les photographes.*, Paris, OPG, 1944, 88 p. de photos commentées.
- Georges LE FEVRE, *Et Paris se libéra*, Paris, Hachette, 1945, 188 p.
- Maria LE HARDOUIN, *Celui qui n'était pas un héros*, Paris, Editions du Myrte, 1944, 140 p.
- Christine LEVISSE-TOUZE (dir.), *Paris 1944, les enjeux de la Libération*, (colloque tenu les 2-4 février 1994), Paris, Albin Michel, 1994, 573 p.
- Christine LEVISSE-TOUZE, *Paris libéré, Paris retrouvé, témoignages et documents*, Paris, Découvertes Gallimard, 2000.
- Commandant MASSIET, *Préparation de la libération de Paris*, Payot, 1945.
- Henri MICHEL, *La Libération de Paris*, Bruxelles, Editions Complexe, 1980.
- Robert MONOD, *Les heures décisives de la libération de Paris*, Paris, Editions Gilbert, 1947, 112 p.
- Colonel ROL-TANGUY et R. BOURDERON, *Libération de Paris. Les cent documents*, Hachette, coll. Pluriel, 1994.
- Colonel ROL-TANGUY et Jacques DEBU-BRIDEL, *La libération de Paris. Supplément à Châteaubriant*, n° 71, 1966, 32 p., publié par l'Association des anciens combattants de la Résistance.
- Claude ROY, *Les yeux ouverts dans Paris insurgé*, Paris, Julliard, 1944, 126 p. Récit de la libération de Paris par l'auteur, alors correspondant du journal *Front national*.
- Claude ROY, *Les heures glorieuses. Août 1944*, Paris, Imprimerie Draeger 1945, 106 p.
- Pierre TAITTINGER, *Et Paris ne fut pas détruit*, Editions L'Élan, 1948.
- Edith THOMAS, *La libération de Paris*, Paris, Mellottée, 1945, 114 p.
- Willis THORNTON, *The Liberation of Paris*, New York, Harcourt, Brace & World Inc, 1962.

**Pour élargir le sujet, on peut voir les ouvrages suivants qui, consacrés à Paris sous l'Occupation, traitent aussi de sa libération.**

- Emmanuel d'ASTIER, *De la chute à la libération de Paris : 25 août 1944*, Paris, Gallimard, 1965, 397 p.
- Commandant Georges BENOIT-GUYOD, *L'invasion de Paris (1940-1944). Choses vues sous l'occupation*, Paris, Les Editions du Scorpion, 1962, 314 p.
- Georges BONNAMY, *Souvenirs d'un pseudo vaincu. Occupation et libération de Paris*, Paris, Debresse, 1945, 172 p.
- Yves BOTERF (LE), *La vie parisienne sous l'occupation*, 2 t., Paris, France-Empire, 1975.
- Collectif, *1939-1945. Le XXe souffre, résiste, se libère. Récits et témoignages*, plaquette éditée par la section du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris du Parti communiste français, 1994.
- Jean EPARVIER, *A Paris sous la botte des nazis*, Paris, Editions Raymond Schall, 1944, 156 p.
- Albert GRUNBERG, *Journal d'un coiffeur juif à Paris sous l'Occupation*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2001, 352p.
- Henri MICHEL, *Paris résistant*, Paris, Albin Michel, 1982, 375 p.
- Gérard WALTER, *La vie à Paris sous l'occupation*, Paris, Armand Colin (collection Kiosque), 1960, 254 p.

Recherche bibliographique effectuée par Françoise BERGER.

## PRESENTATION DE NOTRE ASSOCIATION

Tout être humain a une histoire qui a façonné sa personnalité. Connaître ses racines et les conditions de son enfance, savoir comment et dans quelles circonstances elle s'est déroulée : tout cela est nécessaire pour maîtriser son identité et mieux vivre au présent. Ce qui est vrai pour toute personne l'est également pour tout groupe humain: tributaire d'une histoire commune qui ne peut être occultée, il se doit de la transmettre aux générations les plus jeunes. Ainsi, il existe un devoir de mémoire auquel il n'est pas possible de se soustraire.

Ceci est particulièrement vrai pour le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un des hauts lieux de l'histoire de la capitale, en particulier dans le cas des années 1930 au début des années 1950. De la crise économique qui, touchant la France à partir de 1931, entraîne - déjà - des centaines de milliers de chômeurs, aux premières années de la Guerre Froide, multiples furent les luttes politiques et sociales auxquelles fut mêlée la population du XX<sup>e</sup> arrondissement ! Elle vit la montée de l'extrême-droite et la riposte antifasciste à partir de 1934, puis les espoirs et les premières réalisations du Front populaire, très vite brisés par la Guerre d'Espagne et l'expansion hitlérienne en Europe. Viennent ensuite le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement de la III<sup>ème</sup> République et l'avènement de Vichy, la résistance, ô combien difficile, puis les débuts de la reconstruction de la France: comme on peut encore le constater aujourd'hui, ces deux décennies ont fortement marqué notre pays et le XX<sup>e</sup> arrondissement y a pris sa part, toute sa part.

Pourtant, cette histoire reste encore mal connue aujourd'hui. Aussi il devient urgent de l'entreprendre à travers des recherches multiples et en interrogeant ceux qui en furent les acteurs. C'est pourquoi s'est créée l'Association « Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement ». « Mémoire Vivante » se donne pour objet de recueillir, rassembler, transmettre et diffuser tout ce qui concerne l'histoire et la mémoire du XX<sup>e</sup> arrondissement, plus particulièrement pour les années 1930-1950. Aussi l'association entend favoriser toutes les formes de manifestations et de publications conformes à son objet ainsi que de coordonner les travaux qui s'y rapportent.

Ce quatrième numéro des *Cahiers de la Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup>*, consacré à la libération de Paris et du vingtième arrondissement, permet la diffusion de nos recherches et de nos diverses initiatives.

« Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement » entend associer le plus largement possible les témoins de cette histoire et la population du XX<sup>e</sup> arrondissement à ses projets. Si vous êtes intéressé par cette démarche, venez nous rencontrer lors d'une prochaine conférence ou renseignez-vous sur notre site internet (<http://memoire.vivante20.free.fr>).

Michel DREYFUS, président de l'association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup>.

# Cahiers de la Mémoire Vivante du XXe n° 4

## LA LIBERATION DE PARIS ET DU VINGTIEME ARRONDISSEMENT

### *Sommaire*

- Éditorial, par Michel Dreyfus, p. 1
- Le message de Michel Charzat, p. 2
- La libération de Paris, par Véronique Odul, p. 3
- Quelques repères sur la Libération dans le XX<sup>e</sup>, p. 8
- 1944 : l'été chaud des policiers du XX<sup>e</sup>, par Alain Dalotel, p. 9
- Le 14 juillet 1944 à Belleville, p. 13
- La libération de Paris à travers la presse, par Françoise Berger, p. 14
- Témoignage : 23 août 1944, en gare de Ménilmontant, par M. Marzin, p. 17
- Témoignage : Michel, de l'occupation à la Libération, par Cl. Smadja, p. 18
- À lire, par Raoul Dubois, p. 22
- Témoignage : Rachel retrouve son école et son nom, par Cl. Smadja, p. 23
- Témoignages, par Henri Meillat, p. 27
- La vie politique municipale de Paris à la Libération, par B. Delfolie, p. 28
- Les conseillers municipaux du XX<sup>e</sup> arr. en 1945, par Benoît Delfolie, p. 32
- Les élections législatives du 21 octobre 1945, par Emmanuel Dezé, p. 36
- La réparation des dommages de guerre, par Emmanuel Dezé, p. 38
- Lettres de fusillés, par John Sutton, p. 40
- Aux fusillés du Mont-Valérien, par John Sutton, p. 42
- Chronologie de la libération de Paris, p. 43
- Cérémonie de la mémoire, par Marius Mouette, p. 45
- Bibliographie sur la libération de Paris, par Françoise Berger, p. 46
- Présentation de notre association, par Michel Dreyfus, p. 48